

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS
A LOYER MODERE
(SN HLM)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2009**

RAPPORT FINAL

(mars 2011)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 29 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par la Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière des marchés est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci – après :

1. Réserves

- a) Une avance de démarrage, non couverte par une garantie de restitution d'avance, estimée à 50% du montant du marché relatif aux travaux de démolition du mur à l'unité 21 des PA de Keur Massar et à la construction d'un nouveau mur a été payée à Sénégalaise Entreprise en violation des dispositions de l'article 94 du CMP ; s'y ajoute qu'au regard de la durée d'exécution du contrat qui ne dépasse pas trois mois, aucun paiement d'avance ne doit être consenti au fournisseur. Par ailleurs, un avenant de 2 788 892 F CFA n'ayant pas donné lieu à la présentation d'un devis détaillé des travaux supplémentaires a été conclu le 31 août 2009 après la réception des travaux intervenue le 9 juillet 2009 en violation des dispositions de l'article 23 du CMP qui interdit toute signature d'avenant après la réception des travaux ;
- b) Des modes de passation inappropriés sont parfois utilisés notamment pour des prestations relatives à des locations de pompes, de pompage ou de curage ; lesdites prestations sont des services et non des travaux même si dans certains cas une partie remblais y est incluse mais dont le coût est minime comparé aux autres prestations associées. Ce faisant, il s'agit d'un marché de services et non de travaux avec un seuil de passation de 30 millions de F CFA ;
- c) De nombreuses similitudes ont été retrouvées dans les offres des soumissionnaires au marché portant sur les travaux de peinture des locaux du siège de la SN HLM (47 334 992 F CFA) laissant subsister une incertitude sur la transparence de l'opération ; ce même constat a été fait sur le marché portant évacuation des eaux des unités 10, 11, 14 et 2 des Parcelles Assainies de Keur Massar (42 533 100 F CFA) et pour le marché relatif à la maintenance des logiciels et applicatifs (8 690 000 F CFA) ;
- d) Le marché relatif à l'expertise technique de 16 logements aux PA de Malika et Keur Massar a été attribué à un soumissionnaire ayant déposé une offre non conforme du fait des insuffisances dans la rédaction des termes de référence qui comportaient des activités incompatibles ; s'y ajoute que la présentation dans un document unique et l'ouverture concomitante des offres techniques et des offres financières pour des prestations intellectuelles est contraire aux dispositions de l'article 79 du CMP ;
- e) La terminologie utilisée dans le dossier de passation de marché portant sur le pompage des eaux hivernales des zones inondées des Parcelles Assainies, de Malika et Keur Massar n'est pas appropriée ; des confusions sont faites entre les marchés de travaux et les études d'une part, entre les offres de base et les variantes d'autre part. S'y ajoute que la durée d'exécution contractuelle est inférieure aux délais mentionnés dans les

documents d'appel à la concurrence ayant servi de base à la cotation des offres, ce qui a pour effet de renchérir les coûts ;

- f) Des clauses discriminatoires et abusives, relatives à l'exclusion de soumissionnaires sur la base d'antécédents dans l'exécution de contrats antérieurs ayant donné lieu à une résiliation, sont incluses dans certains contrats en violation des dispositions de l'article 17 du COA portant libre accès à la commande publique ;
- g) Le contrat relatif à la restauration du personnel comporte une clause de reconduction tacite réputée illégale en matière de marchés publics et entraînant la nullité absolue dudit contrat qui est ainsi réputé n'avoir jamais existé.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de notre mission

Le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé.

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci - avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	6
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	11
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	13
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	14
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	32
2.1	Contexte de l'intervention	32
2.2	Objectifs de la mission	33
2.2.1	Objectifs généraux	33
2.2.2	Objectifs spécifiques	33
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	34
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	37
3	Approche méthodologique	39
3.1	Phase 1 Revue approfondie des textes de référence	39
3.2	Phase 2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	40
3.3	Phase 3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	41
3.3.1	Module 1 Audit de la préparation des marchés	42
3.3.2	Module 2 Audit de la gestion de l'attribution	43
3.3.3	Module 3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	44
4	Résultats des travaux	46
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	46
4.1.1	Commission des marchés	46
4.1.2	Cellule de passation des marchés	46
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	47
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	47
4.1.4.1	Plan de Passation des Marchés	47
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	47
4.2	Examen des marchés	48
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	48
4.2.2	Marchés conclus par Appels d'Offres	51
4.2.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	64

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
SNHLM	Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

- a) Une avance de démarrage, non couverte par une garantie de restitution d'avance, estimée à 50% du montant du marché relatif aux travaux de démolition du mur à l'unité 21 des PA de Keur Massar et à la construction d'un nouveau mur a été payée à Sénégalaise Entreprise en violation des dispositions de l'article 94 du CMP ; s'y ajoute qu'au regard de la durée d'exécution du contrat qui ne dépasse pas trois mois, aucun paiement d'avance ne doit être consenti au fournisseur. Par ailleurs, un avenant de 2 788 892 F CFA n'ayant pas donné lieu à la présentation d'un devis détaillé des travaux supplémentaires a été conclu le 31 août 2009 après la réception des travaux intervenue le 9 juillet 2009 en violation des dispositions de l'article 23 du CMP qui interdit toute signature d'avenant après la réception des travaux ;
- b) Des modes de passation inappropriés sont parfois utilisés notamment pour des prestations relatives à des locations de pompes, de pompage ou de curage ; lesdites prestations sont des services et non des travaux même si dans certains cas une partie remblais y est incluse mais dont le coût est minime comparé aux autres prestations associées. Ce faisant, il s'agit d'un marché de services et non de travaux avec un seuil de passation de 30 millions de F CFA ;
- c) De nombreuses similitudes ont été retrouvées dans les offres des soumissionnaires au marché portant sur les travaux de peinture des locaux du siège de la SN HLM (47 334 992 F CFA) laissant subsister une incertitude sur la transparence de l'opération ; ce même constat a été fait sur le marché portant évacuation des eaux des unités 10, 11, 14 et 2 des Parcelles Assainies de Keur Massar (42 533 100 F CFA) et pour le marché relatif à la maintenance des logiciels et applicatifs (8 690 000 F CFA) ;
- d) Le marché relatif à l'expertise technique de 16 logements aux PA de Malika et Keur Massar a été attribué à un soumissionnaire ayant déposé une offre non conforme du fait des insuffisances dans la rédaction des termes de référence qui comportaient des activités incompatibles ; s'y ajoute que la présentation dans un document unique et l'ouverture concomitante des offres techniques et des offres financières pour des prestations intellectuelles est contraire aux dispositions de l'article 79 du CMP.

- e) La terminologie utilisée dans le dossier de passation de marché portant sur le pompage des eaux hivernales des zones inondées des Parcelles Assainies, de Malika et Keur Massar n'est pas appropriée; des confusions sont faites entre les marchés de travaux et les études d'une part, entre les offres de base et les variantes d'autre part. S'y ajoute que la durée d'exécution contractuelle est inférieure aux délais mentionnés dans les documents d'appel à la concurrence ayant servi de base à la cotation des offres, ce qui a pour effet de renchérir les coûts ;
- f) Des clauses discriminatoires et abusives, relatives à l'exclusion de soumissionnaires sur la base d'antécédents dans l'exécution de contrats antérieurs ayant donné lieu à une résiliation, sont incluses dans certains contrats en violation des dispositions de l'article 17 du COA portant libre accès à la commande publique ;
- g) Le contrat relatif à la restauration du personnel comporte une clause de reconduction tacite réputée illégale en matière de marchés publics et entraînant de jure la nullité absolue dudit contrat qui est ainsi réputé n'avoir jamais existé ;

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	AO N°1	AO N°2	AO N°3
Nature	DEMOLITION ET REPRISE PLANCHER HAUT 2^{ème} ETAGE DE L'IMMEUBLE Q HLM MARISTES	REALISATION DU RESEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DES UNITES 01 bis, 06, 25, 26 et 27 DES PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR RUFISQUE 1	FOURNITURE DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES
Attributaires	SOTRACOM	SCTE	Marché à commande
Montants en F CFA TTC	87 129 206	67 963 103	Lot 1 : 11 719 632 Lot 2 : 14 373 940
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√		√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√		
Violation des dispositions de l'article 15 du NCMP portant sur la couverture par le prix de toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des travaux, de la fourniture ou du service, y compris tous droits, impôts et taxes			√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√		√
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation	√		
Violation des dispositions de l'article 45 du NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché			√
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP	√	√	√
Violation des dispositions des articles 86 et 87 relatifs aux Recours en matière de passation des marchés publics	√		

Violation des dispositions de l'article 88 du CMP sur le recours en matière de passation des marchés	√		
Violation des dispositions de l'article 94 du CMP sur les avances de démarrage	√		

Description	AO N°4	AO N°5	AO N°6
Nature	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DES PARCELLES ASSAINIES DE MALIKA KEUR MASSAR	ACHEVEMENT DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DES PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR RUFISQUE	CONSTRUCTION DE LOGEMENTS TRES ECONOMIQUES TYPE TE2 ET TE3 DES LOGEMENTS ECONOMIQUES E4 ET MOYENS STANDARDS MS4 A KAOLACK, ZIGUINCHOR ET NIORO DU RIP
Attributaires	<ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 à SECOM Afrique - Lot 2 à Fourniture et ingénierie - Lot 3 à SAHE 	COSELEC	<ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 à SENEPRES - Lot 2 à SOGECAM - Lot 3 à l'EGB.
Montants en F CFA TTC	<ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : 86 942 400 - Lot 2 : 153 592 812 - Lot 3 : 122 106 400 	278 127 333	<ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : 732 955 416 - Lot 2 : 1 628 229 700 - Lot 3 : 249 216 236
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés			√
Violation des dispositions relatives à l'article 27 du COA portant sur la qualification des candidats		√	
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP			√
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP			√
Violation des dispositions relatives à l'article 66 du NCMP portant sur les avis d'appel d'offres			√
Violation des dispositions des articles 86 et 87 relatifs aux Recours en matière de passation des marchés publics			√

Description	DRPN° 01	DRP N° 06	DRP N° 07
Nature	LOCATION DE POMPES COMPRIS CARBURANT, MISE EN SERVICE, CURAGE DE FOSSES SEPTIQUES ET TRAVAUX DE REMBLAIS AUX PARCELLES ASSAINIES DE MALIKA/KEUR MASSAR	TRAVAUX DE DEMOLITION DU MUR A L'UNITE 21 DES PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR RUFISQUE ET LA CONSTRUCTION D'UN AUTRE MUR	CONTROLE POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DES PARCELLES ASSAINIES DE MALIKA KEUR MASSAR
Attributaires	ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS ET DE BATIMENTS (E.TB.A.T)	SENEGALAISE ENTREPRISE	SCIEPS
Montants en F CFA TTC	44 025 000 F CFA	11 228 337 F CFA TTC	28 508 800 F CFA TTC
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√	
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés	√		
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√		√
Non respect de la formalisation des avenants en violation des articles 23 et 24 du NCMP		√	
Violation des dispositions relatives à l'article 27 du COA portant sur la qualification des candidats	√		

Violation des dispositions de l'article 39 sur la convocation des membres de la Commission des Marchés 5 jours francs avant la date prévue pour la réunion		√	
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√	
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation		√	
Violation des dispositions de l'article 45 du NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché	√	√	
Violation des dispositions de l'article 53 sur les seuils de passation des marchés	√		
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	
Violation des dispositions relatives à l'article 94 relative au calcul du montant de l'avance de démarrage.		√	
Violation de l'article 132 NCMP sur les pénalités de retard	√		

Description	DRP N° 09/09	DRP N° 10/09	DRP N° 11
Nature	TRAVAUX D'EXPERTISE FONCIERE SUR LES TF 1321R ET 1107R DU PROJET PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR/RUFISQUE (ETAT DES LIEUX ET DELIMITATION DU TITRE FONCIER 1321/R ET 1107/R)	EXPERTISE TECHNIQUE SUR 16 LOGEMENTS SIS AUX PARCELLES ASSAINIES DE MALIKA / KEUR MASSAR	TRAVAUX DE PEINTURE DES LOCAUX DU SIEGE HLM
Attributaires	TOP CONSULT	Scat Internationale SA	FERLOC
Montants en F CFA TTC	4 820 300 F CFA TTC	2 655 000 F CFA TTC	47 334 992
Exécution de marché différée pour insuffisance des crédits en violation de l'article 9 du NCMP		√	
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés			√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√		
Violation des dispositions relatives à l'article 27 du COA portant sur la qualification des candidats			√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique			√
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation			√

Violation des dispositions de l'article 45 du NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché			√
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP		√	
Violation des dispositions de l'article 67 – 1 relatif à l'ouverture des plis		√	
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP			√
Violation des dispositions relatives à l'article 79 sur les spécifiques aux marchés de prestations intellectuelles		√	
Violation des dispositions relatives à l'article 85 du NCMP portant sur la publicité de l'attribution et information des candidats	√	√	√
Violation de l'article 132 NCMP sur les pénalités de retard	√		√

Description	DRP N° 12/09	DRP N° 14/09	DRP 001700 du 15/10/08
Nature	TRAVAUX DE POMPAGE DES EAUX HIVERNALES DES ZONES INONDEES DES PARCELLES ASSAINIES, DE MALIKA ET KEUR MASSAR	BALISAGE DU TERRAIN DES PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR/RUFISQUE IIB (SURPLUS DU TF 1107 R)	RESTAURATION
Attributaires	ETBAT	SAHE SARL	Restaurant du Centre
Montants en F CFA TTC	49 279 160 F CFA TTC	8 766 343 F CFA TTC	16 523 486
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√	√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√		√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√	
Violation des dispositions de l'article 45 du NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché			√
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP	√	√	√

Violation des dispositions relatives à l'article 66 du NCMP portant sur les avis d'appel d'offres	√		
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	
Violation article 81 sur les différents procès verbaux à établir			√
Violation de l'article 132 NCMP sur les pénalités de retard	√		√

Description	DRP N° 16/09	DRP N° 17/09	DRP N° 23
Nature	TRAVAUX D'IMPRIMERIE	MOBILIERS ET MATERIELS DE BUREAU	INTERCONNEXION DES AGENCES AU SIEGE
Attributaires	Imprimerie Salam	Lot 1 : Mobiliers de bureau attribué à Office Choice pour Lot 2 : Matériels de bureau	XDR SARL
Montants en F CFA TTC	11 670 200 F CFA TTC	Lot 1 : 9 891 400 F CFA et Lot 2 : 12 921 000 F CFA (22 812 400 F CFA)	14 106 310
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√		
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés			√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés		√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 27 du COA portant sur la qualification des candidats			√
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP			√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√		

Violation des dispositions de l'article 45 du NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché			√
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP	√	√	√
Violation de l'article 70 du NCMP sur l'attribution au moins disant	√		
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√		
Violation de l'article 111 NCMP sur les garanties de soumission		√	

Description	DRP N° 25	DRP N° 26	DRP 27/09/HLM
Nature	SELECTION CABINET POUR RECRUTEMENT DE 6 AGENTS	EVACUATION IMMEDIATE DES EAUX INONDANT LES UNITE 10-11-14 et 2 aux PA Malika	TERRASSEMENTS GENERAUX A L'UNITE 21 KMR1
Attributaires	INNOV' ACTIONS	BABACAR DIOP TRAVAUX PUBLIS ET TRANSPORT	EGC CBN
Montants en F CFA TTC	42 533 100	42 533 100	24 426 000
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA		√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés	√	√	
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√		
Violation des dispositions relatives à l'article 27 du COA portant sur la qualification des candidats			√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique		√	√
Violation des dispositions de l'article 45 du NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché		√	√

Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP		√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 79 sur les spécifiques aux marchés de prestations intellectuelles	√		

Description	DRP N° 28/09/HLM	DRP N° 29/09	DRP N° 30/09
Nature	CONTROLE DES TRAVAUX DE TERRASSEMENTS GENERAUX DES PARCELLES ASSAINIES DE NGALLELE SAINT LOUIS	CONTROLE DES TRAVAUX DE TERRASSEMENT GENERAUX DES PA DE KEUR MASSAR/ RUFISQUE III	MAINTENANCE DES LOGICIELS ET APPLICATIFS ASSISTANCE AUX UTILISATEURS
Attributaires	NETRT	TOPOPHAZ	DEFI HIGH-TECH
Montants en F CFA TTC	2 507 500	5 310 000 F CFA TTC	8 690 000 F CFA HTVA
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√	√
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation		√	
Violation des dispositions de l'article 45 du NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché		√	
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√

Violation des dispositions relatives à l'article 79 sur les spécifiques aux marchés de prestations intellectuelles	√		
Violation de l'article 83 du CMP sur la décision d'attribution		√	
Violation des dispositions relatives à l'article 85 du NCMP portant sur la publicité de l'attribution et information des candidats	√	√	
Violation de l'article 132 NCMP sur les pénalités de retard	√	√	

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;

- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- (i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- (j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux à effectuer

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique a porté sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

Dans ses recommandations, le Consultant donnera des indications claires sur les marchés dans lesquels il y a des indices des fraudes et de corruption afin de permettre à l'ARMP de poursuivre les investigations appropriées.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;

- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- ...

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la SN HLM pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir...Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit. Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations, c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),

- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (La CM est-elle régulière ? Le PV est-il conforme à l'esprit du code ? Se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture ?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,

- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels ;
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties ;
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif ;
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités ;
- vérification du contenu des contrats ;
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**) ;
- vérification de la conformité des avenants éventuels ;
- vérification de la gestion des éventuels litiges ;
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières) ;
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 OBSERVATIONS SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL ET L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de la Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré (SN HLM) a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commissions des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés (CM) a été pris en date du 19 janvier 2009 (Note N°0013/HLM/CPM dûment signée par le Directeur Général de la SNHLM). Nous avons noté que le Contrôleur de Gestion est membre de la Commission des Marchés en violation du CMP qui interdit aux membres des organes de contrôle de figurer dans les Commissions de Marchés.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) ne nous a pas été transmis.

La Cellule de Passation des Marchés qui se résume au Chef de Division des Finances, en cumul avec la DFC, n'a pas produit de rapports trimestriels. Seuls des états récapitulatifs des marchés passés sont tenus par la Cellule. Il faudrait aller au-delà de ces tableaux et indiquer les dysfonctionnements notés et les axes d'amélioration préconisés par la CPM pour solutionner les problèmes rencontrés par la CM dans le traitement des dossiers.

Cette valeur ajoutée est tout à fait possible car le seul membre de la CPM tout comme ceux de la CM ont tous suivi des formations sur le CMP. Ils ont une bonne connaissance des procédures de passation des marchés comme l'atteste le degré de formalisation des dossiers qui nous ont été présentés.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics** nous ont été communiquées.

La Commission des Marchés n'a pas préparé son rapport annuel pour faire la synthèse de ses activités durant l'exercice 2009. Ce rapport annuel doit être impérativement préparé et consigner plus particulièrement le détail des marchés passés par entente directe.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du plan de passation des marchés, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés ne nous a pas été transmis. Cela nous aurait permis d'une part de vérifier s'il a été confectionné dans les délais réglementaires puisqu'il est demandé aux autorités contractantes de le transmettre à la DCMP avant le 31 Décembre de l'exercice précédent conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP, d'autre part s'il est présenté dans le format défini par la DCMP, il doit comprendre, outre les appels d'offres, la liste des Demandes de Renseignements et de Prix et comporter les estimations de coûts.

L'AO est inscrit dans le PPM 2009 de la SNHLM. Le support de publicité figure dans le dossier qui nous a été transmis (Soleil du jeudi 11 juin 2009).

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'Avis Général de Passation des marchés a été publié dans le Quotidien « Le Soleil » du 09 janvier 2009. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans la période voulue (au plus tard le 31 janvier de l'année en cours).

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS A LOYER MODERE EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580 , 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	>=60	>=35
Fournitures et services	30	400	200	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	>=35

4.2 EXAMEN DES MARCHES

L'examen des dossiers de passation des marchés nous a permis d'identifier des anomalies récurrentes qui sont l'illustration d'un risque inhérent très élevé puisque les acteurs de la passation des marchés sont très souvent enclins à organiser des simulacres de concurrence.

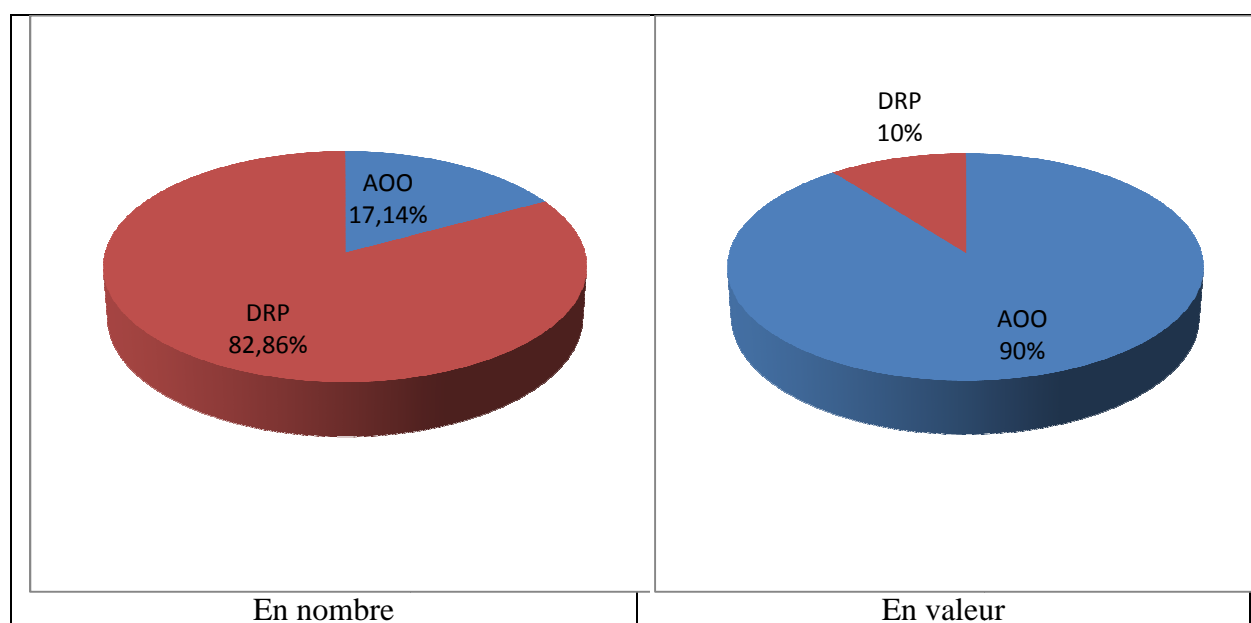
4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts au titre de la gestion 2009 :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

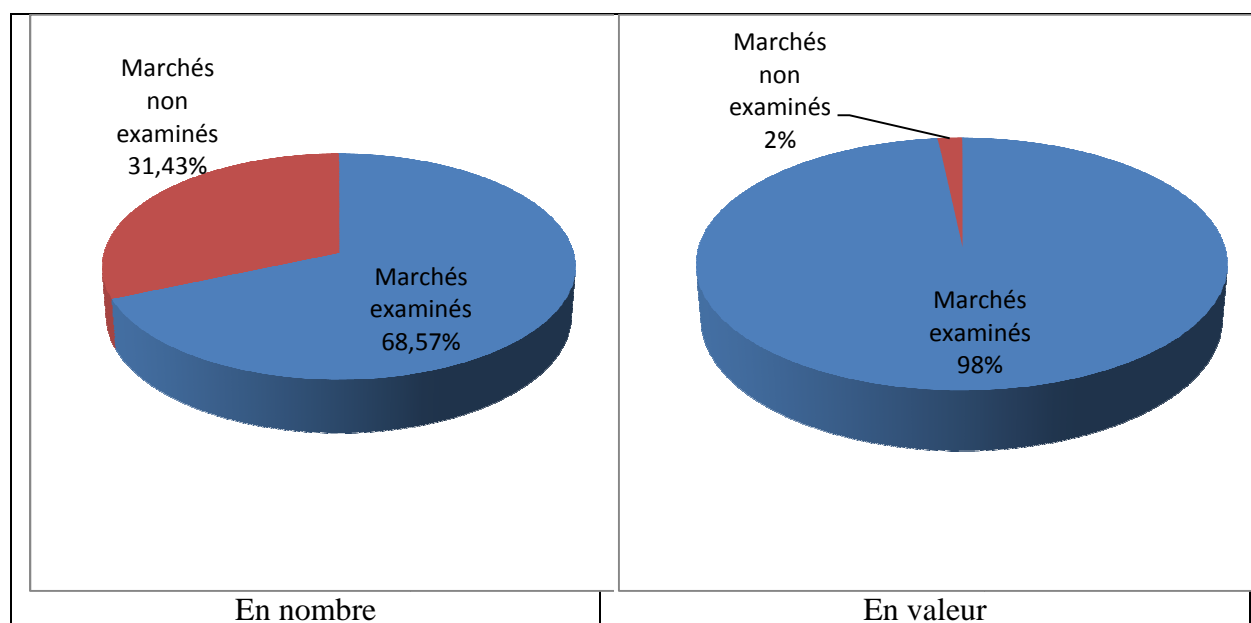
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2009		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	6	3 432 356 178	6	3 432 356 178	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)						
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	29	402 278 863	18	337 842 228	62,07%	83,98%
Entente directe (ED)						
TOTAL	35	3 834 635 041	24	3 770 198 406	68,57%	98,32%

La répartition des marchés présentés et couverts se présente comme suit :



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation

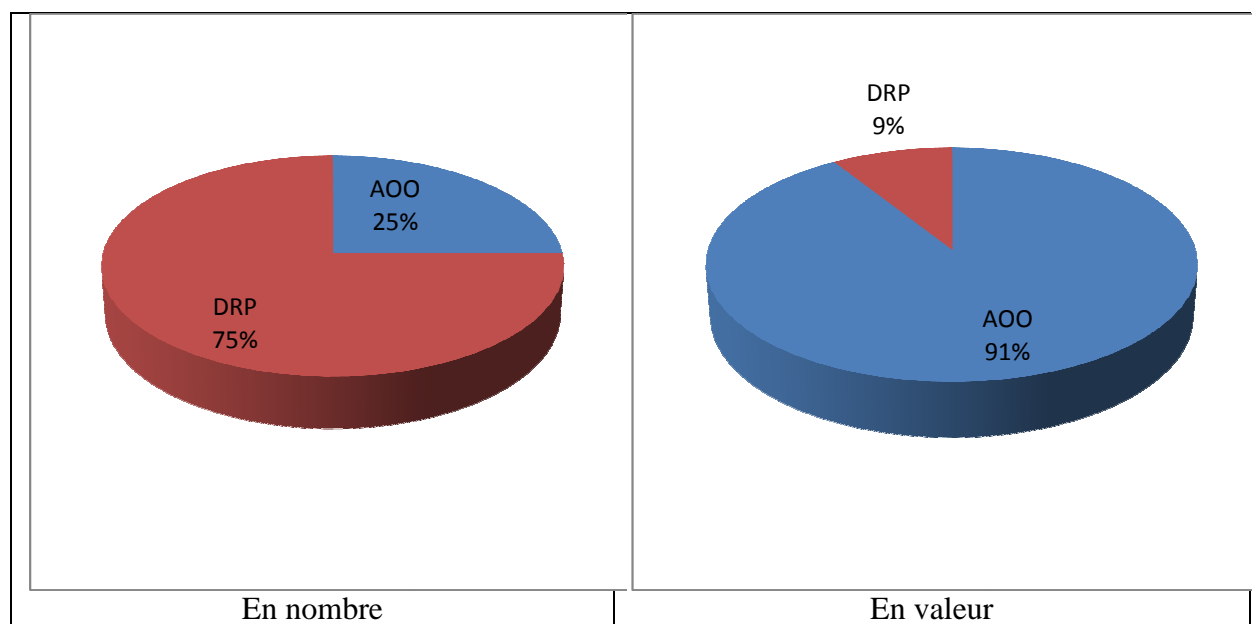


CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR

Un échantillon a été constitué à partir de la liste des marchés exécutés conformément aux termes de référence.

35 marchés nous ont été présentés représentant une valeur globale qui se chiffre à 3 834 635 041 F CFA.

Nous avons examiné la totalité des appels d'offres et 18 DRP soit un taux de couverture de 68,57 % en nombre et 98,32% en valeur.



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2 MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

AOO/01/09 DU 07/01/09 DEMOLITION ET REPRISE PLANCHER HAUT 2^{ième} ETAGE DE L'IMMEUBLE Q HLM MARISTES BUDGET 100 000 000 F CFA	
Date de publicité de l'appel d'offres	Le 07 janvier 2009
Date limite de dépôt des offres	Le 12 février 2009
Date d'ouverture des plis	Le 12 février 2009
Date d'attribution provisoire	Le 26 février 2009
Date de notification	Le 1 ^{er} juillet 2009
Attributaire	SOTRACOM
Montant du marché en F CFA TTC	87 129 206
Non conformités	<p>Le délai entre la date d'attribution provisoire du marché et la date de notification du contrat est anormalement long. Ladite notification du marché est intervenue bien après la date de validité de l'offre de l'attributaire sans qu'une demande de prorogation de cette durée de validité ne soit faite.</p> <p>La décision de la Commission des Marchés de classer non conforme pour l'essentiel l'offre du soumissionnaire DOMICIL CONSTRUCTION SARL (76 535 036 F CFA) qui a fait l'offre la moins disante, n'est pas dûment motivée dans le rapport d'évaluation des offres en vertu de l'article 2 des directives de l'UEMOA.</p>
Recommandations	Veiller à respecter les délais dans la procédure des marchés et procéder à l'évaluation des offres conformément au CMP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Le règlement de l'avance de démarrage a été effectué après l'approbation du marché car la date de signature équivaut à celle de son approbation. En effet, en ce qui concerne la SN HLM, l'Autorité chargée de l'approbation est le Directeur Général qui signe et approuve le marché en même temps. (Cf.

	<p>article 30 du CMP).</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
<p>Appréciation Consultant</p>	<p>du</p> <p>Nous prenons bonne note en ce qui concerne l'avance démarrage et retirons notre observation.</p>

AOO/02/09/HLM REALISATION DU RESEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DES UNITES 01 bis, 06, 25, 26 et 27 DES PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR RUFISQUE 1	
Date de publicité de l'appel d'offres	Le 25 janvier 2009
Date limite de dépôt des offres	Le 26 février 2009
Date d'ouverture des plis	Le 26 février 2009
Date d'attribution provisoire	Le 06 avril 2009
Date de notification	-
Attributaire	SCTE
Montant du marché en F CFA TTC	67 963 103 F CFA
Non conformités	<p><u>Sur le DAO :</u></p> <p>i) au niveau des DPAO (Clause IC 5.1 : Critères de qualification) – Nous estimons la description du matériel requis trop détaillée. A ce niveau, il est généralement requis de ne mentionner que le matériel essentiel (celui qui fait la différence). Il n'y a donc pas lieu de mentionner, par exemple, le petit matériel. Pour preuve, l'énumération de ce petit matériel est suivi de la mention « etc. ». De même, la mention de 2 « véhicules tout terrain » ne nous semble pas indispensable. Allonger la liste avec du matériel dont on n'est pas sûr de la disponibilité chez tous les soumissionnaires ne fait qu'alourdir inutilement l'évaluation.</p> <p>ii) au niveau des DPAO (Clause 7.1) – Les mentions sont à notre avis anonymes. Nous estimons qu'à ce niveau, il est nécessaire qu'un responsable soit nommément désigné pour être sûr que les demandes de clarifications et / ou d'informations complémentaires sont adressées à la personne appropriée. Telles que remplies, les demandes de clarifications risquent d'être considérées comme du courrier ordinaire, ce qui peut induire un retard pour leur traitement et même des risques de perte. Ceci peut avoir des conséquences dans le cadre des litiges car des délais sont fixés par la réglementation pour les réponses et l'AC a obligation de répondre dans lesdits délais, sous peine de saisine de l'ARMP par le demandeur.</p>

	<p><u>Sur l'attribution :</u></p> <p>Suite à la publication de l'avis d'attribution provisoire de marché paru dans le quotidien « Le Soleil » du 06 avril 2009 et conformément aux dispositions du code des marchés, FI SAU a demandé des éclaircissements sur les raisons qui ont motivé l'attribution du marché à une entreprise dont l'offre n'est pas classée la moins disante.</p>
Recommandations	Veiller à remplir les DPAO des DAO conformément aux stipulations des Instructions aux Candidats (IC).
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur le DAO : La garantie de soumission est calculée sur la base du montant estimé du marché (entre 1 et 3%).</p> <p>Nous estimons que la garantie de soumission exigée est tout à fait raisonnable quand on considère que l'attributaire du marché pouvait bénéficier de conditions favorables qui lui permettent de proposer une offre en dessous des estimations.</p> <p>Aussi il aurait été plus intéressant de comparer la garantie aux montants proposés par les autres candidats tels que SVTP (Plus de 91 millions) ; ceci vous aurait permis de constater que l'écart qui existe entre l'estimation du marché et la réalisation est mineur.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
Appréciation du Consultant	Nous prenons bonne note en ce qui concerne la garantie de soumission et retirons notre observation la concernant.

AON N° 03/09/HLM DU 18/02/09 FOURNITURE DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES			
Date de publicité de l’avis général de passation		Le 09 janvier 2009 dans Le Soleil	
Date de publicité de l’appel d’offres		Le 18 février 2009	
Date limite de dépôt des offres		le 19 mars 2009	
Date d’ouverture des plis		le 19 mars 2009	
Date d’attribution provisoire		-	
Date de notification		22 avril 2009	
Attributaires			
Soumissionnaires	Fourniture de bureau	Consommables informatiques	TOTAUX TTC
SAREDICA	5 441 465	1 302 450	6 743 915
Sen Technology	1 347 500	-	1 347 500
Office Consommables	985 000	8 252 500	9 237 500
Ets Gaye Eco Poche	1 101 850	68 750	1 170 600
PBS	951 552	375 240	1 326 792
LPS	626 050	15 000	641 050
Touré Equipement	1 266 215	-	1 266 215
Oumou Informatique	-	4 360 000	4 360 000
TOTAUX TTC	11 719 632	14 373 940	26 093 572
Non conformités	<p>Le rapport technique mentionne que l’évaluation des offres a été faite sur la base d’une comparaison des prix unitaires par article, alors que des correctifs n’ont pas été apportés sur les offres faites sur la base des quantités par PBS (800 unités de Baguettes de reliure 25*7 à 6 230 400 F CFA alors que le moins disant est à 64 000 F CFA, 40 unités de calque canson à 1 019 520 F CFA alors que le moins disant est à 107 640 F CFA). De plus, des disparités n’ont pas été corrigées au niveau du report des offres (PBS facture les 800 unités de Baguettes de reliure 25*7 à 6 230 400 F CFA soit 7 788 F CFA l’unité, le moins disant les facture à 64 000 F CFA).</p> <p>Des articles n’ont été proposés que par SAREDICA (trace lettre n°2, n°3-4-5 mm, n°6, n°7, n°8 et n°10) et SEN TECHNOLOGIE (trace lettre n°2-6 et n°10, n°7-10) sans report des quantités.</p> <p>Aucune suite formelle n’a été donnée pour la régularisation des pièces administratives à compléter par Papeterie Burotic Service (garantie offre), Eco Poche (lettre de soumission,</p>		

	<p>IPRESS, IT, CSS, Quitus fiscal, déclaration de la charte, garantie offre), Office Consommable (garantie offre) et Oumou Informatique (lettre de soumission, IPRES, IT, CSS et le quitus fiscal) en violation des dispositions de l'article 45 du CMP.</p> <p>Le 07 mai 2009, une lettre rectificative vient faire observer que les montants sont HTVA et non TTC comme précédemment annoncé. Cette rectification lèse les soumissionnaires et fausse les conditions initiales de concurrence. La SNHLM aurait du ajouter tout simplement la TVA aux prix HT proposés, et non reconduire les offres HTVA en les considérant comme des prix TTC. Il s'en est suivi une suite de défaillances quant au moins disant à l'appel d'offres relatif à l'acquisition de fournitures de bureau et de consommables informatiques.</p>
Recommandations	<p>Respecter les termes de l'article 59 du CMP relatif aux critères d'évaluation notamment les offres anormalement basses.</p> <p>Veiller à la formalisation des pièces administratives manquantes.</p> <p>Corriger au préalable les offres proposées en HTVA pour les ramener en TTC (si exigé dans le DAO) avant de procéder à leur évaluation, ceci devra permettre de faire valoir l'équité entre les soumissionnaires.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Le fait que la SN HLM ait précisé la nature du montant des commandes n'a aucune incidence sur l'évaluation des offres des candidats conduite sur la base hors taxes, étant entendu que la TVA s'applique à toutes les offres des attributaires.</p> <p>Il est toutefois souhaitable que les offres soient ramenées en TTC lors de l'évaluation afin de réduire le risque de confusion.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Notre observation porte sur la nécessité de s'assurer que l'évaluation porte sur des offres comparables. Comme nous sommes en présence d'un marché à prix unitaires, non attribué par article, les omissions doivent être corrigées afin de rendre les offres comparables.</p>

AOO/04/09 MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DES PARCELLES ASSAINIES DE MALIKA KEUR MASSAR	
Attributaires	<u>Lot 1 : SECOM AFRIQUE</u> <u>Lot 2 : FOURNITURE ET INGENIERIE</u> <u>Lot 3 : SAHE</u>
Montants en F CFA	<u>Lot 1 : 86 942 400</u> <u>Lot 2 : 153 592 812</u> <u>Lot 3 : 122 106 400</u>
Non Conformités	<p><u>Sur le DAO :</u></p> <p>i) au niveau des DPAO (Clause 7.1) – Les mentions sont à notre avis anonymes. Nous estimons qu'à ce niveau, il est nécessaire qu'un responsable soit nommément désigné pour être sûr que les demandes d'informations complémentaires sont adressées à la personne appropriée. Telles que remplies, les demandes de clarifications risquent d'être considérées comme du courrier ordinaire, ce qui peut induire un retard pour leur traitement et même des risques de perte. Ceci peut avoir des conséquences dans le cadre des litiges, car des délais sont fixés par la réglementation pour les réponses et l'AC a obligation de répondre dans ces délais, sous peine de saisine de l'ARMP par le demandeur.</p> <p>ii) au niveau des DPAO (Clause 13.2) – Il est mentionné que « le délai d'exécution proposé par le candidat retenu deviendra le délai d'exécution contractuel ». Une telle mention ne protège pas l'AC. Une offre peut-être conforme et moins disante et proposer un délai d'exécution irrecevable pour l'Administration. A ce niveau des DPAO, il est donc indispensable d'estimer le délai d'exécution et de le mentionner. Cela n'empêche pas que le délai d'exécution proposé par l'attributaire soit le délai contractuel, ni que les offres présentant des délais exagérément longs soient rejetées.</p> <p>iii) au niveau du CCAP (Articles 7.2 Assurances) – Les montants des assurances ne sont pas remplies. Il est important que ce remplissage soit effectué préalablement au lancement de la consultation, afin d'éviter toute négociation ou</p>

	<p>discussion après l'attribution, conformément à l'article 60.1 du CMP. Généralement ces données sur les assurances sont remplies en indiquant les pourcentages à couvrir pour éviter des conflits potentiels avec l'attributaire.</p> <p>v) au niveau du CCAP (Article 20 Prolongation des délais) – Les données requises ici doivent-être remplies préalablement au lancement de la consultation. Ce remplissage est d'autant plus important qu'il s'agit ici de délais, qui constituent souvent des sources de contentieux.</p>
Recommandations	Veiller à remplir les DPAO des DAO conformément aux stipulations des Instructions aux Candidats (IC).
Commentaires de l'Autorité Contractante	La SN HLM prend bonne note des observations.
Appréciation du Consultant	

--	--

AOO/05/09 ACHEVEMENT DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DES PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR RUFISQUE	
Attributaires	<u>COSELEC</u>
Montants en F CFA	<u>278 127 333</u>
Non Conformités	<p><u>Sur le DAO :</u></p> <p>i) au niveau des DPAO (Clause IC 5.1 : Critères de qualification) – Nous estimons la description du matériel requis trop détaillé. A ce niveau, il est généralement requis de ne mentionner que le matériel essentiel (celui qui fait la différence). Il n'y a donc pas besoin de mentionner, par exemple, pelle, pinces à sertir, testeur électrique, manomètre de pression, etc. D'ailleurs, il est pratiquement impossible de vérifier ce matériel au stade de l'évaluation, au contraire des véhicules, par exemple, pour lesquels on requiert la carte grise ou la promesse de location. Allonger la liste avec du matériel dont on n'est pas sûr que tous les soumissionnaires en disposent, ne fait qu'alourdir inutilement l'évaluation.</p> <p>Nous estimons que le CA (1 milliard) requis est trop élevé par rapport au montant du marché (278 millions). Ce CA représente près de 3,5 fois le montant du marché. Un tel critère ne facilite pas l'accès des PME à la commande publique, conformément aux Directives de l'UEMOA.</p> <p>ii) au niveau des DPAO (Clause 7.1) – Les mentions sont à notre avis anonymes. Nous estimons qu'à ce niveau, il est nécessaire qu'un responsable soit nommément désigné pour être sûr que les demandes sont adressées à la personne appropriée. Telles que remplies, les demandes de clarifications risquent d'être considérées comme du courrier ordinaire ce qui peut induire un retard pour leur traitement et même des risques de perte. Ceci peut avoir des conséquences dans le cadre des litiges, car des délais sont fixés par la réglementation pour les réponses et l'AC a obligation de répondre dans ces délais, sous peine de saisine de l'ARMP par le demandeur.</p>
Recommandations	Veiller à remplir les DPAO des DAO conformément aux stipulations des Instructions aux Candidats (IC).

	Se conformer à l'article 27 du COA relatif à l'accès à la commande publique.
Commentaires de l'Autorité Contractante	La SN HLM prend bonne note des observations.
Appréciation du Consultant	

AOO/06/09 DU CONSTRUCTION DE LOGEMENTS TRES ECONOMIQUES TYPE TE2 ET TE3 DES LOGEMENTS ECONOMIQUES E4 ET MOYENS STANDARDS MS4 A KAOLACK, ZIGUINCHOR ET NIORO DU RIP			
Date de publicité de l'appel d'offres		Le jeudi 11 juin 2009	
Date limite de dépôt des offres		Le 15 juillet 2009	
Date d'ouverture des plis		Le 15 juillet 2009	
Date d'attribution provisoire		Le 03 aout 2009	
Date de notification		Le 03 aout 2009	
Date d'attribution définitive		Le 05 octobre 2009	
Date de souscription		Le 11 novembre 2009	
Date d'approbation		Le 11 novembre 2009	
Budget	lot 1 : 54 logements à Kaolack		1 100 000 000
	lot 2 : 110 logements à Ziguinchor		2 100 000 000
	lot 3 : 26 logements à Nioro du Rip		384 000 000
Attributaire	lot 1 : 54 logements à Kaolack	SENEPRES	732 955 416
	lot 2 : 110 logements à Ziguinchor	SOGECAM	1 628 229 700
	lot 3 : 26 logements à Nioro du Rip	Entreprise Générale de Bâtiment	249 216 236
Non conformités		<p><u>Sur l'avis d'AO :</u></p> <p>Les exigences en matière de qualification ne sont que sommairement mentionnées dans l'avis d'appel d'offres. Il est plus indiqué de mentionner exhaustivement les critères de qualification dans ledit avis, conformément au modèle défini par l'ARMP.</p> <p><u>Sur l'attribution :</u></p> <p>Les convocations des membres de la CM ne sont pas jointes au dossier.</p> <p>Le procès verbal d'ouverture ne donne pas suffisamment</p>	

	<p>d'indications sur le dépôt des pièces administratives. Il ne donne que des informations sur le dépôt des garanties de soumission. En effet, il y est noté que : 1/ l'entreprise INTER GET a fourni une garantie de soumission non conforme (durée de validité de 90 jours au lieu de 120 jours) ;</p> <p>2/ Le soumissionnaire Sénégalaise Entreprise a proposé pour les trois lots une garantie de soumission délivrée par UMECUEDES, qui ne fait pas partie des établissements agréés par le MEF pour délivrer des garanties.</p> <p>La SNHLM a corrigé le DAO conformément aux observations faite par la DCMP à la date du 16 Juin 2009 alors que la date de publication de l'A.A.O dans le quotidien le Soleil est le 11 Juin 2009. Ceci peut pénaliser les candidats pour le respect des délais de dépôt des offres impartis conformément au code.</p> <p>L'état de transmission des pièces administratives est inséré dans un tableau N° 3 alors que la remise desdites pièces aurait dû être consignée dans le PV d'ouverture des plis.</p> <p>Le tableau de vérification des critères de qualification du personnel n'est pas suffisamment renseigné pour permettre d'avoir la certitude que les soumissionnaires remplissent les critères requis.</p> <p>La production des attestations de capacité financière n'a pas été consignée dans un tableau en bonne et due forme en précisant le montant et l'institution qui les a délivrées.</p>
Recommandations	<p>Veiller à inscrire les mentions obligatoires dans l'AAO conformément à l'article 66 du CMP.</p> <p>Respecter les clauses de l'article 39 du CMP sur la convocation des membres de la commission des marchés.</p> <p>Veiller à la formalisation des pièces administratives manquantes.</p> <p>Respecter l'article 13 du CMP relatif aux mentions obligatoires.</p> <p>Se conformer aux termes de l'article 59 du CMP relatif aux critères d'évaluation.</p> <p>Veiller à une meilleure formalisation des procédures en</p>

	vigueur.
Commentaires de l'Autorité Contractante	La SN HLM prend bonne note des observations.
Appréciation du Consultant	

4.2.3 MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° 01 LOCATION DE POMPES COMPRIS CARBURANT, MISE EN SERVICE, CURAGE DE FOSSES SEPTIQUES ET TRAVAUX DE REMBLAIS AUX PARCELLES ASSAINIES DE MALIKA/KEUR MASSAR	
Date de saisine des fournisseurs	14 Janvier 2009
Date de dépôt des offres	22 Janvier 2009
Délai de préparation des offres	7 jours
Convocation des membres de la commission	20 Janvier 2009
Fournisseurs consultés	5
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS ET DE BATIMENTS (E.T. B.A.T)
Montant du marché en F CFA TTC	44 025 000 F CFA dont 13 800 000 F CFA de remblais.
Date d'attribution	02 Février 2009
Date du contrat	03 Février 2009
Non conformités	<p>Le mode de passation utilisé n'est pas approprié puisque la partie travaux relative aux remblais ne représente que 13 800 000 F CFA sur des prestations facturées à 44 025 000 F CFA. L'AC doit s'assurer que les candidats ont la capacité juridique d'exécuter le marché y compris au plan juridique.</p> <p>La liste des autres soumissionnaires n'a pas été jointe ou mentionnée dans la lettre d'invitation.</p> <p>Le cahier de charges n'exige pas non plus la présentation des pièces administratives requises pour participer à la commande publique.</p> <p>Le contrat (03/02/09) n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement ; il ne comporte pas de clause de pénalité de retard en violation des</p>

	<p>dispositions de l'article 132 NCMP.</p> <p>Un paiement de 24 109 746 F CFA HT a été effectué au profit du prestataire le 18 février 2009 ; Aucun procès verbal de réception (ou attestation de service) fait ne figure dans le dossier qui nous a été transmis. Par ailleurs, les états de déclaration et de reversement du précompte de TVA de 4 339 754 F CFA opéré sur ce paiement ne figurent pas non plus dans le dossier de suivi du marché.</p>
Recommandations	<p>Un AO devait être fait en lieu et place d'une DRP. Mettre en œuvre le mode de passation approprié conformément aux seuils définis par l'article 53 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux articles 12 du CMP et 27 du COA relatifs respectivement aux mentions du cahier des charges et à l'accès à la commande publique.</p> <p>Indiquer les mentions requises dans les lettres d'invitation à soumissionner.</p> <p>Veiller à ce que les fournisseurs et autres prestataires se conforment aux formalités d'enregistrement des contrats avant le paiement de leurs factures.</p> <p>Mentionner la clause relative aux pénalités de retard dans le contrat ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents de passation dans le dossier de marché notamment ceux relatifs aux paiements et au reversement des précomptes de TVA.</p>

<p>Commentaires de l'Autorité Contractante</p>	<p>La SN HLM pense que le mode de passation utilisé est bien approprié puisque les travaux occupent une part prédominante sur ce type de marché (Curage fosse, remblais et pompage).</p> <p>Il convient de souligner que ce n'est pas le montant de l'offre du candidat concernant une rubrique donnée qui détermine la typologie du marché aboutissant à un choix de mode de passation, mais plutôt la part des travaux à effectuer dans ledit marché.</p> <p>Par ailleurs, en suivant le raisonnement du consultant, on doit nécessairement prendre en compte le curage de fosses (10 625 000 F CFA). En ajoutant ce montant au remblai (13 800 000 F CFA), cela ramènerait la part des travaux, pompage exclu à 24 425 000 F CFA ; ce qui représente 55% du marché.</p> <p>En ce qui concerne les lettres d'invitations, il n'est pas indiqué d'y ajouter la liste des autres soumissionnaires. Ce cas de figure n'est prescrit que dans le cadre d'un marché de prestations intellectuelles.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
<p>Appréciation du Consultant</p>	<p>Nous maintenons que le marché est bien un marché de services et non de travaux, car les opérations de le curage de fosses constituent des services.</p> <p>En effet, l'article 4 du CMP définit les travaux comme suit :</p> <p>« Le terme "travaux" désigne toutes les opérations de construction, reconstruction, démolition, réparation ou rénovation de tout bâtiment ou ouvrage, y compris la préparation du chantier, les travaux de terrassement, l'installation d'équipements</p>

	<p>ou de matériels, la décoration et la finition, ainsi que les services accessoires aux travaux si la valeur de ces services ne dépasse pas celle des travaux eux-mêmes. ».</p> <p>Les services sont définis comme suit :</p> <p>« Le terme "services" désigne tout objet de marché autre que des fournitures ou des travaux, y compris les prestations intellectuelles ».</p> <p>En outre, il est bien indiqué d'ajouter la liste des autres soumissionnaires sur les lettres d'invitation. En effet, la circulaire N° 0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP indique bien au niveau du 2ème paragraphe du point 2 : « La lettre d'invitation adressée simultanément aux soumissionnaires à consulter, doit obligatoirement inclure les noms des candidats consultés ».</p>
--	--

DRP N° 06 TRAVAUX DE DEMOLITION DU MUR A L'UNITE 21 DES PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR RUFISQUE ET LA CONSTRUCTION D'UN AUTRE MUR	
Date de saisine des prestataires	10 AVRIL 2009, 15 AVRIL 2009, 06 Mai 2009
Date de dépôt des offres	20 AVRIL 2009, 27 AVRIL 2009, 14 Mai 2009
Convocation des membres de la commission	07 Mai 2009
Fournisseurs consultés	6
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	SENEGALAISE ENTREPRISE
Montant du marché en F CFA TTC	11 228 337 F CFA TTC
Date d'attribution	19 Mai 2009
Date de notification	26 Mai 2009
Date d'approbation	04 juin 2009
Date du contrat	04 Juin 2009
Délai d'exécution	1 mois
Non conformités	<p>Les membres de la commission des marchés ont été convoqués un jour avant la date d'ouverture des plis en violation de l'article 39 du CMP.</p> <p>Le cahier de charges n'exige pas non plus la présentation des pièces administratives requises pour participer à la commande publique.</p> <p>Une avance de démarrage de 50% du montant du marché, non couverte par une garantie de restitution d'avance, a été accordée à la Sénégalaise Entreprise en violation des dispositions de l'article 94 du CMP.</p> <p>Le contrat signé n'a pas été enregistré et ne comprend pas de clause relative aux pénalités de retard.</p> <p>Un avenant de 2 788 892 F CFA relatif à l'augmentation du périmètre du mur de clôture n'a pas fait l'objet d'un devis détaillé des travaux</p>

	supplémentaires à effectuer. Par ailleurs, il n'a pas été établi d'ordre de service pour ledit avenant. S'y ajoute qu'il a été signé le 31 août 2009 après la réception des travaux qui a été faite le 9 juillet 2009 en violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés.
Recommandations	<p>Veiller à la convocation des membres de la commission au moins 5 jours francs avant la date prévue de la réunion conformément à l'article 39 du CMP.</p> <p>Une garantie de restitution d'avance doit couvrir tout paiement d'avance qui doit se faire conformément aux taux indiqués dans le CMP ;</p> <p>S'assurer que les contrats sont dûment enregistrés avant tout paiement et qu'ils comportent la clause relative aux pénalités de retard ;</p> <p>Veiller à ce que les contrats soient signés avant la réception des travaux.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>En ce qui concerne les différentes dates limites de dépôt des offres, il s'agissait de deux reports de date suite à deux additifs. A chaque fois, la SN HLM a pris le soin d'en informer les soumissionnaires par écrit, ce qui constituait un nouveau point de départ de l'acte d'invitation.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
Appréciation du Consultant	Nous prenons bonne note de votre réponse concernant le report des dates d'ouverture et retirons notre observation concernant ce point.

DRP N° 07 CONTROLE POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DES PARCELLES ASSAINIES DE MALIKA KEUR MASSAR	
Date de saisine des prestataires	12 Mai 2009
Convocation des membres de la commission	28 Mai 2009

Date de dépôt des offres	02 Juin 2009
Date d'attribution	23 Juin 2009
Date de notification	10 Juillet 2009
Délai de préparation des offres	19 jours
Fournisseurs consultés	6
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	SCIEPS
Montant du marché en F CFA TTC	28 508 800 F CFA TTC
Délai d'exécution	08 mois
Non conformités	<p>Les lettres de consultation figurant dans le dossier de passation ne sont ni numérotées ni datées, elles ne donnent aucune indication sur la date limite de dépôt des offres.</p> <p>Le contrat rédigé de manière sommaire ne comporte pas de clause de garantie de bonne exécution et n'a pas été enregistré aux impôts et domaines.</p>
Recommandations	Veiller à une correcte formalisation des dossiers de passation des marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	La SN HLM prend bonne note des observations.
Appréciation du Consultant	

DRP N° 11 TRAVAUX DE PEINTURE DES LOCAUX DU SIEGE HLM	
Date de saisine des fournisseurs	15 juillet 09
Convocation des membres de la commission	17 Juillet 2009
Date de dépôt des offres	27 Juillet 2009
Délai de préparation des offres	12 jours
Date d'attribution	13 août 2009
Date d'approbation	31 aout 2009
Date du contrat	31 Aout 09
Fournisseurs consultés	MARENA PEINTRE, FERLOC SUARL, STAFF DECO PRO, EGTPB, PEINTURE GENERALE de BTP
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	FERLOC
Montant du marché en F CFA TTC	47 334 992
Délai d'exécution	2 mois
Non conformités	<p>La liste des autres soumissionnaires n'a pas été jointe ou mentionnée dans la lettre d'invitation.</p> <p>Le cahier de charges n'exige pas non plus la présentation des pièces administratives requises pour participer à la commande publique.</p> <p>L'offre de MARENA PEINTRE est datée du 25 juin 2009, celle-ci est antérieure à la date de lancement de la DRP en violation de l'article 77 du CMP sur la procédure de DRP.</p> <p>Hormis l'attributaire, aucune des offres reçues ne renseignent sur le RC et le NINEA en violation de l'article 27 du COA sur la qualification des candidats. Les adresses précises des soumissionnaires ne figurent pas non plus sur leurs factures pro forma.</p>

	<p>Les nombreuses similitudes dans la présentation des offres laissent présager une collusion entre les soumissionnaires ou une consultation organisée.</p> <p>Les lettres d'informations aux soumissionnaires non retenus tout comme la lettre de notification de l'attribution ne sont pas classées dans le dossier de passation.</p> <p>Le contrat qui ne comporte pas de clause de pénalité n'a pas été enregistré aux impôts et domaines,</p>
Recommandations	<p>L'AC doit s'assurer que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique ;</p> <p>Se conformer à l'article 12 relatif au contenu du cahier des charges.</p> <p>Indiquer les mentions requises dans les lettres d'invitation à soumissionner ;</p> <p>S'assurer que les contrats sont dûment enregistrés avant tout paiement et qu'ils comportent la clause relative aux pénalités de retard ;</p> <p>Veiller à la transparence des procédures de DRP ;</p> <p>Formaliser la notification de l'attribution et l'information des soumissionnaires non retenus conformément aux dispositions de l'article 81-3 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>En ce qui concerne les lettres d'invitations, il n'est pas indiqué d'y ajouter la liste des autres soumissionnaires. Ce cas de figure n'est prescrit que dans le cadre d'un marché de prestations intellectuelles.</p> <p>Concernant les dates de soumission, il se pourrait qu'il s'agisse d'une erreur de frappe ou d'une coquille de la part du soumissionnaire. Cela est fréquent dans les correspondances des entreprises. Le seul élément</p>

	<p>d'appréciation fiable est la date à laquelle la SN HLM a reçu le courrier. Par conséquent il ne s'agit pas d'une violation de l'article 77 du CMP.</p> <p>La similitude dans la présentation des offres pourrait résulter du fait qu'un cadre de devis électronique ait été envoyé aux candidats lors de la consultation, pour la facilitation de la soumission et de l'évaluation.</p> <p>Toutefois, la SN HLM a constaté que cette méthode est inutile et prendra les précautions nécessaires afin d'éviter au maximum le risque de collusion entre les candidats.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Il est bien indiqué d'ajouter la liste des autres soumissionnaires sur les lettres d'invitation. En effet, la circulaire N° 0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP indique bien au niveau du 2ème paragraphe du point 2 : « La lettre d'invitation adressée simultanément aux soumissionnaires à consulter, doit obligatoirement inclure les noms des candidats consultés ».</p> <p>Nous maintenons nos réserves sur ce marché.</p>

DRP N° 09 TRAVAUX D'EXPERTISE FONCIERE SUR LES TF 1321R ET 1107R DU PROJET PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR/RUFISQUE (ETAT DES LIEUX ET DELIMITATION DU TITRE FONCIER 1321/R ET 1107/R)	
Date de saisine des prestataires	08 juin 2009
Convocation des membres de la commission	12 juin 2009
Date de dépôt des offres	16 juin 2009
Date d'attribution	16 juin 2009
Date d'approbation	02 juillet 2009
Délai de préparation des offres	7 jours
Attributaire	TOP CONSULT
Montant du marché en F CFA TTC	4 820 300 F CFA TTC
Délai d'exécution	1 mois
Date du contrat	PV de constat (état des lieux des titres fonciers 1321 R et 1107 R) du 18 juillet 2009
Non conformités	Les lettres d'informations aux soumissionnaires non retenus tout comme la lettre de notification de l'attribution ne sont pas classées dans le dossier de passation (article 81-3 du CMP). Le contrat ne comporte pas de clause de pénalités et n'a pas été enregistré aux impôts et domaines,
Recommandations	Formaliser la notification de l'attribution et l'information des soumissionnaires non retenus conformément aux dispositions du CMP. Veiller à ce que les contrats soient dûment enregistrés avant tout paiement et qu'ils comportent la clause relative aux pénalités de retard.
Commentaires de l'Autorité Contractante	La SN HLM prend bonne note des observations.
Appréciation du Consultant	

DRP N° 10 EXPERTISE TECHNIQUE SUR 16 LOGEMENTS SIS AUX PARCELLES ASSAINIES DE MALIKA / KEUR MASSAR	
Date de saisine des prestataires	09 juillet 2009
Date de dépôt des offres	20 juillet 2009
Délai de préparation des offres	10 jours
Date d'attribution	13 août 2009
Date de notification (lettre de commande)	09 octobre 2009
Attributaire	SCAT INTERNATIONALE SA
Montant du marché en F CFA TTC	2 655 000 F CFA TTC
Délai d'exécution	3 mois (non précisé dans les TDR)
Non conformités	<p>Le contenu des prestations attendues du consultant tel qu'il résulte des termes de référence comporte des activités incompatibles qu'un des candidats short listés a signalées par courrier.</p> <p>La comparaison des trois offres financières n'est par conséquent pas pertinente puisque le contenu des prestations proposées dans leurs offres techniques par les trois bureaux de contrôle n'est pas le même.</p> <p>Sous ce rapport, il convient de signaler que la Commission Technique a essentiellement porté son analyse sur la comparaison des offres financières en violation de l'article 79 du CMP sur les marchés de prestations intellectuelles qui recommande d'effectuer une évaluation des offres techniques avant l'ouverture des offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique a atteint la note technique minimale requise.</p> <p>Par ailleurs, l'ouverture concomitante des offres techniques et des offres financières n'est pas conforme au CMP et cette anomalie dans la présentation des offres résulte d'une mauvaise préparation de la Demande de Propositions. Cette imprécision des TDR explique les fortes disparités des offres financières qui sont respectivement de 2 655 000 F CFA pour SCAT INTERNATIONAL, 8 496 000 F CFA pour ALPAGES et 42 480 000 F CFA pour SSIC.</p>

	<p>Les candidats non retenus n'ont pas été informés de la suite de la procédure en violation de l'article 81-3 du CMP.</p> <p>Le contrat, le PV de réception ou l'attestation de service fait ne sont pas versés au dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>Dès lors que les missions ont été jugées incompatibles par les experts consultés, il aurait été plus indiqué de suspendre la procédure, de préparer un additif aux termes de référence pour les mettre en conformité avec les pratiques professionnelles des bureaux de contrôle et repousser la date limite de dépôt des offres ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 79 du CMP relatives à l'ouverture des offres pour les prestations intellectuelles ;</p> <p>Veiller à la formalisation de l'information des soumissionnaires non retenus et de la notification de l'attribution au candidat retenu ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs au dossier de passation.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>En ce qui concerne l'incompatibilité des missions, il ne s'agit là que du seul avis d'un candidat sur cinq autres consultés. Si cet avis était partagé par les services techniques de la Société, il serait pris en compte. Dans le cas d'espèce, la SN HLM a continué la procédure en toute connaissance de ses besoins. Par ailleurs, l'objectif de la passation du marché est atteint, car les résultats de l'expertise ont donné entière satisfaction à la SN HLM et aux 16 sinistrés.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous maintenons notre réserve, dans la mesure où si la SNHLM avait utilisé la méthode de passation de marché appropriée (prestations intellectuelles), les offres financières des candidats n'ayant pas compris les TDR n'auraient pas été ouvertes.</p>

DRP N° 12 TRAVAUX DE POMPAGE DES EAUX HIVERNALES DES ZONES INONDEES DES PARCELLES ASSAINIES, DE MALIKA ET KEUR MASSAR	
Date de saisine des prestataires	03 août 2009
Date de dépôt des offres	10 août 2009
Délai de préparation des offres	6 jours
Convocation des membres de la commission	04 août 2009
Date d'attribution	13 août 2009
Date d'approbation	18 août 2009
Date du contrat	18 août 2009
Fournisseurs consultés	GIE ETUDES ET REALISATIONS TALIBE MOURIDE, SENEPRES, ETBAT, GEBTP, JANATTOUL ENTREPRISE, FERLOC
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	ETBAT
Montant du marché en F CFA TTC	49 279 160 F CFA TTC
Délai d'exécution	3 mois
Non conformités	<p>La terminologie utilisée entre les marchés de travaux et de services prête à confusion par rapport à la classification de ce marché. Ce faisant, le mode de passation utilisé est inadéquat au regard du montant auquel le marché a été attribué. Il ne s'agit pas de travaux mais de prestations de services dont le seuil de passation est de 30 000 000 F (services autres que les prestations intellectuelles) et qui auraient dû donner lieu au lancement d'un appel d'offres en bonne et due forme.</p> <p>La lettre de saisine indique que "la proposition devra comprendre deux variantes conformément aux cadres de devis quantitatifs". En fait il s'agirait plutôt d'une offre de base consistant en une location de motopompes et au pompage des eaux et d'une variante consistant en une fourniture de motopompes et au pompage des eaux. Ces deux combinaisons ne sont pas comparables. La DRP ne précise pas par ailleurs sur quelle base la sélection sera faite.</p>

	<p>C'est la Commission d'évaluation technique qui a décidé de manière discrétionnaire d'effectuer la comparaison des offres de la "variante 1" et ceci après avoir pris connaissance du montant des deux offres des soumissionnaires à l'exception de celui qui a fait une offre pour la variante 2. Cette variante 2 dudit soumissionnaire a été prise en compte à tort par la commission technique lors de l'évaluation car les variantes ne sont pas comparables avec les offres de base.</p> <p>Quand bien même, le CMP n'exclut pas la possibilité d'ouvrir les offres de base en même temps que les variantes, la solution la plus pertinente serait de ne prendre en compte que la variante du soumissionnaire dont l'offre de base a été jugée conforme et moins disante. Une autre possibilité prévue dans le CMP, mais non pertinente à notre avis, consiste à comparer les offres de base entre elles et les variantes entre elles. Ensuite la meilleure offre de base et la meilleure variante sont comparées.</p> <p>Le délai d'exécution des travaux de trois mois indiqué dans le contrat n'est pas le même que celui figurant dans le DAC qui est de quatre mois sur la base desquels les soumissionnaires ont coté la durée de leur intervention. Ce faisant, trois mois de prestations contractuelles sont facturées alors que l'offre portait sur quatre mois.</p> <p>L'article 5 du contrat ne précise pas que l'avance de 20 % doit être couverte par une garantie de restitution d'avance. Par ailleurs, au regard de la durée contractuelle de trois mois, aucune avance ne doit être consentie. Cependant, vue la nature des prestations qui nécessitent des amenées de matériels et fournitures, une avance au titre des dépenses engagées limitée à 40% du montant du marché peut être consentie sur présentation de justificatifs.</p> <p>L'article 6 du contrat stipule que "la SN HLM peut sans préjudice des autres recours qu'elle détient au titre du marché notifier par écrit à l'entrepreneur la résiliation de la totalité ou d'une partie du marché s'il manque à exécuter toute autre obligation au titre du marché. Cette résiliation expose l'entrepreneur au rejet de ses propositions dans les futurs marchés similaires lancés par la SN HLM". Cette clause du contrat est illégale car la SN HLM ne peut pas se prévaloir d'antécédents avec un prestataire pour l'exclure de la commande publique. Par ailleurs, la résiliation ne peut pas se faire sans mise en demeure préalable restée sans effet. C'est ainsi que la décision de résiliation qui a été prise par la Direction Générale de la SN HLM a été attaquée par le prestataire qui a obtenu gain de cause en première instance alors que la SN HLM disposait de deux constats d'huissier qui constataient les carences</p>
--	---

	<p>de l'attributaire mais qui n'ont pas été exploités à bon escient pour arriver à la résiliation et permettre de prendre l'initiative des poursuites aux fins de dédommagement.</p> <p>Le contrat ne comporte pas de clauses relatives aux pénalités de retard et n'a pas été enregistré aux impôts et domaines.</p>
Recommandations	<p>Veiller à une correcte appropriation des concepts du CMP ;</p> <p>Utiliser les modes de passation appropriés au regard de la typologie des acquisitions ;</p> <p>Indiquer clairement les critères d'évaluation des offres ;</p> <p>Veiller à ce que le contenu des contrats soit conforme au CMP (avances couvertes par une garantie de restitution d'avance, correcte formulation de la clause de résiliation, de la clause de pénalités....).</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La SN HLM pense que le mode de passation utilisé est bien approprié puisque les travaux occupent une part prédominante sur ce type de marché.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous maintenons que le marché est bien un marché de services et non de travaux, car les opérations de pompage d'eaux usées constituent des services.</p> <p>En effet, l'article 4 du CMP définit les travaux comme suit :</p> <p>« Le terme "travaux" désigne toutes les opérations de construction, reconstruction, démolition, réparation ou rénovation de tout bâtiment ou ouvrage, y compris la préparation du chantier, les travaux de terrassement, l'installation d'équipements ou de matériels, la décoration et la finition, ainsi que les services accessoires aux travaux si la valeur de ces services ne dépasse pas celle des travaux eux-mêmes. ».</p> <p>Les services sont définis comme suit :</p> <p>« Le terme "services" désigne tout objet de marché autre que des fournitures ou des travaux, y compris les prestations intellectuelles ».</p>

DRP N° 14 BALISAGE DU TERRAIN DES PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR/RUFISQUE IIB (SURPLUS DU TF 1107 R)	
Date de saisine des prestataires	31 juillet 2009
Date de dépôt des offres	13 Août 2009
Délai de préparation des offres	8 jours
Convocation des membres de la commission	21 août 2009
Date d'attribution	26 août 2009
Date d'approbation	07 septembre 2009
Attributaire	SAHE SARL
Montant du marché en F CFA TTC	8 766 343 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les factures pro forma produites par EEE et GIE DB présentent de nombreuses similitudes qui laissent présager qu'elles proviennent de la même source ou de sources liées (les mêmes fautes d'orthographe sont répétées).</p> <p>Le contrôle de l'exactitude arithmétique des factures pro forma effectué lors de l'évaluation présente quelques déficiences (une erreur de 240 F CFA sur la facture de GENIDEL n'a pas été corrigée ni a fortiori reportée dans le rapport d'évaluation des offres.</p>
Recommandations	<p>Veiller à une mise en œuvre transparente de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à apporter les corrections idoines aux offres financières des soumissionnaires conformément aux règles édictées en la matière.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La similitude dans la présentation des offres pourrait résulter du fait qu'un cadre de devis électronique ait été envoyé aux candidats lors de la consultation, pour la facilitation de la soumission et de l'évaluation.</p> <p>Toutefois, la SN HLM a constaté que cette méthode est inutile prendra des précautions</p>

	<p>nécessaires afin d'éviter au maximum le risque de collusion entre les candidats.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
Appréciation du Consultant	Nous maintenons nos réserves sur ce marché.

DRP 001700 du 15/10/08 RESTAURATION	
Date de saisine des prestataires	15 octobre 2008
Date de dépôt des offres	30 octobre 2008
Délai de préparation des offres	14 jours
Convocation des membres de la commission	29 octobre 2009
Date d'attribution	16 janvier 2010
Fournisseurs consultés	SOURANG MULTI SERVICES, RESTAURANT DU CENTRE, SAINT LOUISIENNE TRAITEUR, MATAIHI RESTAURANT-TRAITEUR, GIE RASSOUL SERVICES (FATIMA TRAITEUR), MAMADOU MBAYE, ASSOCIATION SIGGIL MARIAMA,
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	Restaurant du Centre
Montant du marché en F CFA TTC	Marché passé par prix unitaire : Petit Déjeuner : 590F Déjeuner : 1 593F
Non conformités	<p>La liste des pièces administratives figurant dans le cahier des charges ne comprend pas le quitus fiscal.</p> <p>L'article 10 du cahier des charges relatif aux pénalités n'est pas suffisamment précis puisqu'il indique que lesdites pénalités peuvent aller de 1 à 5%.</p> <p>Certains critères de qualification utilisés dans le rapport d'évaluation ne sont pas compris dans ceux énoncés dans l'article 13 du cahier des charges.</p> <p>L'examen du rapport d'évaluation a permis de constater que le GIE Rassoul Service moins disant n'a pas été retenu au motif que ce dernier n'a pas donné de précision sur la TVA conformément à l'article 5 du cahier des charges. Il s'agit d'une décision abusive dès lors que ledit article exigeait des soumissionnaires une soumission TTC. En l'absence de précision, les offres sont réputées faites TTC.</p> <p>Les propositions contenues dans le rapport d'évaluation visant à porter la durée du contrat de un à deux ans, de choisir deux prestataires au lieu d'un avec des contrats de six mois renouvelables par intermittence sont faites en</p>

	<p>violation des règles de passation des marchés.</p> <p>Après examen du rapport d'évaluation de la Commission Technique, la Commission des Marchés n'a fait aucune proposition d'attribution en violation de l'article 81 du CMP ; elle s'est limitée à s'en tenir à l'appréciation du Directeur Général. Ce faisant, la CM n'a pas assumé ses responsabilités consistant à faire une proposition d'attribution à la PRM, la décision de la PRM pouvant ne pas entériner la proposition de la CM. Le cas échéant, la proposition de la PRM et celle de la CM sont transmises à la DCMP pour arbitrage.</p> <p>Le contrat a été signé avec le Restaurant du Centre pour une durée de six mois renouvelables par tacite reconduction en violation du code des obligations de l'administration qui proscriit la tacite reconduction en matière de marchés publics. Ce faisant, le contrat est frappé de nullité absolue.</p>
Recommandations	<p>Apporter plus de soin à la préparation des dossiers d'appel à la concurrence en veillant à y faire figurer les mentions requises notamment celles relatives au respect des conditions d'accès à la commande publique, à la détermination des pénalités de retard de manière moins évasive...</p> <p>Veiller à une correcte mise en œuvre des critères d'évaluation des offres et à ne pas introduire des critères ex post en cours d'analyse des offres ;</p> <p>Veiller à une correcte formulation des dispositions contractuelles et à leur conformité avec le code des obligations de l'administration.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Il convient de noter que nonobstant le libellé incomplet du contrat, le renouvellement a été fait une seule fois par avenant conformément à l'article 25, point 1, alinéa b du CMP.</p> <p>Concernant les autres observations, la SN HLM partage l'avis du Consultant et prend bonne note.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Notre observation concerne la clause de tacite reconduction à l'origine de l'avenant.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce marché.</p>

DRP N° 16 TRAVAUX D'IMPRIMERIE

Cette DRP avait donné lieu à un AO, l'AC se rendant compte que le montant ne dépasse pas le seuil de passation a finalement fait recours à la DRP.

Date de publication de l'AAO	26 juin 2009 dans Le Soleil
Date de dépôt des offres	28 juillet 2009
Date d'attribution	13 août 2009
Délai de préparation des offres	19 août 2009
Date d'approbation	26 août 2009
Fournisseurs consultés	EGEREC, PBS, GIE La Qualité, Imprimerie Salam, GEM
Nombre d'offres reçues	6
Attributaire	IMPRIMERIE SALAM
Montant du marché en F CFA TTC	11 670 200 F CFA TTC
Non conformités	Un nouvel article non mentionné dans le bordereau quantitatif du DAC a été rajouté audit bordereau dans le rapport d'évaluation des offres. Cet article qui correspond à « des chemises élastiques conseil d'administration » dont la valeur est estimée à 700 000 F n'a été proposé que par un seul soumissionnaire. Il s'agit d'une pratique anormale car il n'est pas permis d'introduire de nouvelles références dans la liste des articles demandés en cours d'évaluation.
Recommandations	Aucun article non indiqué dans le DAC ne doit être ajouté au devis en cours d'évaluation ;
Commentaires de l'Autorité Contractante	L'entreprise GEETI a remis un chèque émis à l'ordre de GEETI et libellé par elle-même ; ce qui est différent d'un chèque de banque. Un chèque de banque est un chèque émis par une banque à l'ordre de l'Autorité contractante.

	<p>Le candidat lui-même a reconnu cet état de fait et accepté son élimination.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des observations.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous avons pris bonne note de votre réponse concernant le chèque de GEETI et retirons notre observation le concernant.</p>

DRP N° 17 MOBILIERS ET MATERIELS DE BUREAU			
Date de saisine des fournisseurs		26 juin 2009	
Date de dépôt des offres		28 juillet 2009	
Délai de préparation des offres		1 mois	
Convocation des membres de la commission		08 octobre 2009	
Date d'attribution		15 octobre 2009	
Date de notification		19 octobre 2009	
Date d'approbation		03 novembre 2009 pour BUILD	
		10 novembre 2009 pour OFFICE CHOICE	
Fournisseurs consultés		ASTPCI, BUILD, Office Choice, PBS, GIE La Qualité	
Nombre d'offres reçues		5	
Attributaires	Lot 1 : Mobiliers de bureau	Office Choice	9 891 400 F CFA TTC
	Lot 2 : Matériels de bureau	BUILD	12 921 000 F CFA TTC
Non conformités		<p>L'examen des offres a permis de noter que contrairement à ce qui est mentionné dans le procès verbal d'ouverture des plis, la caution déposée par le soumissionnaire PBS est de 1 000 000 F Cfa et non de 1 500 000 F (Caution de soumission N° 259/07/09).</p> <p>Il était indiqué dans le DAC que l'absence d'un des documents ci – après entraine le rejet de l'offre (formulaire de soumission, bordereau de prix, garantie de soumission, pouvoir habilitant le signataire à engager le candidat). Aucun des candidats n'a remis lesdits documents mais cette information n'a pas été consignée dans le procès verbal d'ouverture ; ce faisant, l'AC ne devrait pas se prévaloir de l'absence de pièces administratives dans le rapport d'évaluation pour éliminer des candidats dès lors que cette carence</p>	

	<p>n'avait pas été signalée dans le procès verbal d'ouverture.</p> <p>Ledit rapport d'évaluation indique par ailleurs que le GIE La Qualité a produit une caution délivrée par une mutuelle de crédit (UMECUDES) qui n'est pas habilitée à délivrer des garanties au titre des marchés publics. Il s'agit d'une décision tout à fait justifiée qui aurait dû être prise sur l'appel d'offres relatif à la construction de logements économiques pour lequel Sénégal Entreprise avait produit une garantie de soumission provenant du même organisme.</p> <p>La commission a proposé d'attribuer le marché en deux lots : lot N° 1 à Office Choice et lot N° 2 à BUILD. Nous notons que le dossier d'appel à la concurrence n'avait pas établi de lots alors qu'en cours d'évaluation le marché a été subdivisé en deux lots. Il s'agit d'un procédé anormal non conforme aux dispositions de l'article 59 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Veiller à reporter dans les procès verbaux les informations telles qu'elles figurent dans les offres sans les dénaturer ;</p> <p>Veiller à noter toute absence de pièces administratives dans le procès verbal d'ouverture pour ne pas s'exposer à un risque de recours pouvant entraîner l'annulation de la procédure de passation ;</p> <p>Ne pas introduire des critères ex post en cours d'évaluation.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	La SN HLM prend bonne note des observations.
Appréciation du Consultant	

DRP N° 23 INTERCONNEXION DES AGENCES AU SIEGE	
Date de saisine des prestataires	24 septembre 09
Date de dépôt des offres	05 Novembre 09
Délai de préparation des offres	8 jours
Convocation des membres de la commission	03 Novembre 09
Date d'attribution	07 Décembre 2009
Date du contrat	10 Décembre 2009
Date de notification de l'attribution	07 janvier 2010
Fournisseurs consultés	XDR SARL, TOP CONNEXION, TEK ACCESS, SERVICE BUREAU, AS&TBM et A.P.I
Nombre d'offres reçues	6
Attributaire	XDR SARL
Montant du marché en F CFA TTC	14 106 310 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les membres de la commission sont convoqués 2 jours avant la séance d'ouverture des plis violant les dispositions de l'article 39 du CMP.</p> <p>Le cahier des charges n'exige pas la présentation des pièces administratives demandées pour participer à la commande publique (Article 27 du COA).</p> <p>Le contrat n'est pas enregistré au niveau de la DGID.</p> <p>Le contrat ne mentionne pas le délai d'exécution des travaux. Le PV de réception n'est pas versé au dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller à la convocation des membres de la commission au moins 5 jours francs avant la date prévue de la réunion conformément à l'article 39 du CMP.</p> <p>Se conformer à l'article 12 relatif au contenu du cahier des charges.</p>

	<p>S'assurer que les contrats sont dûment enregistrés avant tout paiement et qu'ils comportent la clause relative au délai d'exécution.</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs au dossier de passation des marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La SN HLM prend bonne note des observations.</p>
Appréciation du Consultant	

DRP N° 25 SELECTION D'UN CABINET POUR RECRUTEMENT DE 6 AGENTS	
Date de saisine des prestataires	20 Novembre 09
Date de dépôt des offres	07 Décembre 09
Délai de préparation des offres	17 jours
Convocation des membres de la commission	01 Décembre 09
Date d'attribution	09 Décembre 2009
Date du contrat	09 Décembre 2009
Attributaire	INNOV' ACTIONS
Montant du marché en F CFA TTC	2 537 000 F CFA TTC
Délai d'exécution	2 mois
Non conformités	<p>La lettre d'invitation à soumissionner n'est pas accompagnée de termes de référence avec des critères de qualification et d'évaluation précis ; elle n'indique pas aux soumissionnaires que les offres techniques devaient être séparées des offres financières comme cela se doit pour des prestations intellectuelles. Aucune importance n'a été accordée à la qualité des offres techniques ; seul le montant des honoraires a été pris en compte dans l'évaluation. Le coût des insertions publicitaires n'a pas été intégré aux coûts de la prestation lors de l'évaluation alors qu'ils seront pris en charge par la SN HLM.</p> <p>La liste des entreprises consultées n'a pas été jointe à la lettre d'invitation.</p> <p>Le cahier des charges n'exige pas la production des pièces administratives.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 79 sur la sélection des consultants ;</p> <p>Indiquer les mentions obligatoires dans le cahier des charges.</p>

Commentaires de l'Autorité Contractante	La SN HLM prend bonne note des observations.
Appréciation du Consultant	

DRP N° 26 EVACUATION IMMEDIATE DES EAUX INONDANT LES UNITE 10-11-14 et 2 aux PA Malika	
Date de saisine des prestataires	04 Décembre 09
Date de dépôt des offres	08 Décembre 09
Délai de préparation des offres	3 jours
Date d'attribution	09 Décembre 09
Date du contrat	10 Décembre 09
Fournisseurs consultés	TOSCAN CONSTRUCTIONS, MADEMBA NDIAYE, SUPER ASTRE, BABACAR DIOP TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORT ET ENTREPRISE GENERALE DE CONSTRUCTION ET D'ASSAINISSEMENT
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	BABACAR DIOP TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORT
Montant du marché en F CFA TTC	42 533 100 F CFA TTC
Délai d'exécution	2 mois
Non conformités	<p>Le délai de préparation des offres est anormalement court (3 jours), ce qui n'est d'ailleurs pas conforme à l'article 2 de la directive N° 04/2005/CM de l'UEMOA.</p> <p>Le cahier des charges n'exige pas la présentation de pièces administratives.</p> <p>Les factures pro forma produites par les cinq soumissionnaires présentent de nombreuses similitudes qui laissent présager qu'il s'agit d'une collusion ; le même constat a été fait au niveau d'une autre autorité contractante pour laquelle le même type de prestations a vu concourir quatre des cinq soumissionnaires avec les mêmes pratiques de collusion au profit du même attributaire qui utiliserait les autres soumissionnaires comme des faire valoir.</p> <p>Le contrat n'est pas soumis à la formalité de l'enregistrement.</p>

Recommandations	Mettre en œuvre avec la transparence requise les procédures d'appel à la concurrence.
Commentaires de l'Autorité Contractante	La SN HLM prend bonne note des observations.
Appréciation du Consultant	

DRP N° 27 TERRASSEMENTS GENERAUX A L'UNITE 21 KM R1	
Date de saisine des prestataires	8 décembre 2009
Date de dépôt des offres	16 décembre 2009
Délai de préparation des offres	7 jours
Convocation des membres de la commission	11 décembre 2009
Date d'attribution	29 décembre 2009
Date d'approbation	27 janvier 2010
Fournisseurs consultés	Cabinet d'Etudes Techniques et de Réalisations (CETR), Entreprise Génie Civil Concasseur Basalte du Ndiambour, SOSETER, Les Sahélienne d'Infrastructure (LSI) et SENTHRAS
Nombre d'offres reçues	4
Attributaire	EGC CBN
Montant du marché en F CFA TTC	24 426 000 F CFA TTC
Délai d'exécution	1 mois
Non conformités	<p>La commission classe l'entreprise EGECAM 1^{er} pour une offre de 24 426 000 F CFA TTC. Nous notons que l'écart entre les montants proposés par les autres soumissionnaires et l'attributaire est trop énorme laissant présager que le marché a été organisé. Excepté EGECAM, la proposition des autres entreprises va au delà du seuil fixé pour les marchés de travaux</p> <p>Article 8 : la SNHLM peut, sans préjudice des autres recours qu'elle détient au titre du marché notifier par écrit à l'entrepreneur la résiliation de la totalité ou d'une partie du marché s'il manque à exécuter toute autre obligation au titre du marché. Cette résiliation expose l'entreprise au rejet de ses propositions dans de futurs marchés similaires lancés par la Société. Cette clause du</p>

	<p>contrat est abusive car la SN HLM ne peut pas se prévaloir d'antécédents avec un prestataire pour l'exclure de la commande publique (violation de l'article 27 du Code des Obligations de l'Administration portant libre accès à la commande publique). Par ailleurs, la résiliation ne peut pas se faire sans mise en demeure préalable restée sans effet.</p> <p>Le PV de réception technique des travaux n'est pas établi.</p> <p>Aucun document relatif à l'exécution financière n'a été joint au dossier de passation.</p>
Recommandations	Mettre en œuvre avec la transparence requise les procédures d'appel à la concurrence.
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>En ce qui concerne la consultation, toute la transparence requise a été observée.</p> <p>Même si lors de l'ouverture des plis, la SN HLM avait fait le même constat sur l'écart des montants offerts, elle ne pouvait en aucun cas tirer les mêmes conclusions que le consultant sans preuve formelle de collusion.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
Appréciation du Consultant	Nous maintenons nos réserves sur ce marché.

DRP N° 28 CONTROLE DES TRAVAUX DE TERRASSEMENTS GENERAUX DES PARCELLES ASSAINIES DE NGALLELE SAINT LOUIS	
Date de saisine des prestataires	16 décembre 2009
Date de dépôt des offres	23 décembre 2009
Délai de préparation des offres	6 jours
Date d'attribution	07 janvier 2010
Date d'approbation	28 janvier 2010
Attributaire	NETRT
Montant du marché en F CFA TTC	2 507 500 F CFA TTC
Délai d'exécution	3 mois
Non conformités	<p>Compte tenu de la nature de la prestation, le mode de passation approprié aurait dû être une Demande de Propositions (prestations intellectuelles) plutôt qu'une DRP.</p> <p>Le formalisme requis pour la notification de l'attribution tout comme pour l'information des candidats non retenus n'a pas été respecté en violation des dispositions de l'article 85 du CMP.</p> <p>Des dispositions substantielles telles que les clauses relatives aux pénalités de retard ne sont pas prévues au contrat en violation des dispositions de l'article 132 du CMP.</p> <p>Le procès verbal de réception et l'attestation de service fait n'ont pas été joints au dossier de marché.</p>
Recommandations	<p>Veiller à utiliser les modes de passation les plus appropriés ;</p> <p>Formaliser la notification de l'attribution et l'information des candidats non retenus ;</p> <p>Veiller à insérer dans les contrats toutes les dispositions pertinentes conformément aux documents types.</p>

Commentaires de l'Autorité Contractante	La SN HLM prend bonne note des observations.
Appréciation du Consultant	

DRP N° 29 CONTROLE DES TRAVAUX DE TERRASSEMENT GENERAUX DES PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR/ RUFISQUE III	
Date de saisine des prestataires	16 décembre 2009
Date de dépôt des offres	23 décembre 2009
Délai de préparation des offres	7 jours
Date d'attribution	07 janvier 2010
Date d'approbation	28 janvier 2010
Fournisseurs consultés	5
Nombre d'offres reçues	3
Attributaire	TOPOPHAZ
Montant du marché en F CFA TTC	5 310 000 F CFA TTC
Délai d'exécution	3 mois
Non conformités	<p>Le mode de passation utilisé n'est pas adéquat car s'agissant d'une prestation intellectuelle, une DP aurait dû être préparée avec les modèles d'offres techniques et financières. Ainsi, la comparaison des offres n'aurait pas été faite que sur la base des seuls critères de prix comme cela a été le cas. Sous ce rapport nous notons que l'imprécision des TDR quant à la durée d'exécution de la mission a eu pour effet d'entraîner de fortes disparités dans la présentation des offres et la détermination des honoraires par les différents soumissionnaires. En effet, seul BET PLUS a fait une offre technique séparée de son offre financière pendant que les autres soumissionnaires ont produit des factures pro forma.</p> <p>Par ailleurs, l'offre de BETTU SARL est antérieure à la consultation ; elle date du 09 mai 2009 alors que les lettres de consultation datent du 16 décembre 2009 laissant présager qu'il s'agit d'une DRP lancée pour la régularisation d'une opération déjà ficelée en violation du COA (article 44) et du CMP (article 83).</p> <p>Le délai d'exécution n'avait pas été mentionné dans les TDR ; ce faisant, c'est en cours d'évaluation que les offres ont été corrigées pour les mettre en conformité avec cette durée déterminée ex – post.</p>

	<p>Ainsi, BET Plus qui avait fait une proposition financière pour une vacation mensuelle de 3 917 600 F CFA voit son offre passer à 11 752 800 F TTC devenant du coup la plus chère. La SN HLM aurait dû préciser le délai d'exécution dans les TDR pour permettre à tous les candidats d'en tenir compte dans leurs offres financières (seul BETTU SARL a précisé dans son offre une durée d'exécution de 3 mois).</p> <p>Par ailleurs, le formalisme requis pour la notification de l'attribution tout comme pour l'information des candidats non retenus n'a pas été respecté en violation des dispositions de l'article 81-3 du CMP.</p> <p>Enfin, des dispositions substantielles telles que les clauses relatives aux pénalités de retard ne sont pas prévues au contrat en violation des dispositions l'article 132 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Utiliser les modes de passation appropriés ;</p> <p>Eviter la pratique de la régularisation en vertu de l'article 44 du COA;</p> <p>Etre plus précis dans la préparation des dossiers d'appel à la concurrence ;</p> <p>Ne pas introduire de critères ex post en cours d'évaluation ;</p> <p>Respecter le formalisme requis pour la notification de l'attribution et l'information des candidats non retenus.</p> <p>Veiller à insérer dans les contrats toutes les dispositions pertinentes conformément aux documents types.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Autant la SN HLM partage l'avis du Consultant sur le mode de passation du marché, autant elle réfute le fait qu'il puisse exister une quelconque régularisation. Il peut y exister une présomption d'erreur de la part du candidat au moment de l'élaboration de son offre, ce qui est du reste courant.</p> <p>Le seul élément d'appréciation est la date de réception des offres, mais pas celle contenue dans</p>

	une enveloppe ouverte qu'en séance de Commission.
Appréciation du Consultant	Même, s'il est possible que le soumissionnaire fasse une erreur sur la date, il faut reconnaître qu'au vu de nos réserves, cet aspect ne constitue pas le seul dysfonctionnement. Tous les autres aspects relevés, que l'attributaire est le seul à les avoir respectés nous conforte dans nos réserves.

DRP N° 30 MAINTENANCE DES LOGICIELS ET APPLICATIFS ASSISTANCE AUX UTILISATEURS	
Date de saisine des prestataires	16 décembre 2009
Date de dépôt des offres	28 décembre 2009
Délai de préparation des offres	11 jours
Date du contrat	02 février 2010
Attributaire	DEFI HIGH-TECH
Montant du marché en F CFA TTC	8 690 000 F CFA HTVA
Date d'attribution	07 janvier 2010
Délai d'exécution	1 an
Non conformités	Il s'agit d'un simulacre de consultation. Les offres des cinq soumissionnaires sont identiques dans leur présentation ; seuls les montants changent.
Recommandations	Veiller à la transparence des procédures de passation des marchés
Commentaires de l'Autorité Contractante	La SN HLM prend bonne note des observations.
Appréciation du Consultant	

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 février 2011

A Monsieur le Directeur Général
de la Société Nationale des Habitations
à Loyer Modéré (SN HLM)

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009


Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires au plus tard dans les dix jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

Reçu le 23/02/2011



Ibra Guèye
Associé
B. S. C.
Business System Consulting Group
12, Rue du Docteur THEZE
Tél: 321 41 72 - Fax: 822 95 03
BP: 11616 - Dakar SENEGAL
Email: bsc@arc.sn

ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

1378

N°.....HLM/DG/SG/CPM/S.MB.D

DAKAR, LE 10 MAR. 2011

LE DIRECTEUR GENERAL

//-) Monsieur le Directeur du Cabinet
Business System Consulting
Group

D A K A R

Objet : Revue de la conformité de la passation des marchés au titre de la gestion 2009.

Référence : - V/Rapport provisoire

Monsieur le Directeur,

J'accuse réception de votre rapport provisoire concernant la mission citée en objet et à travers lequel vous avez formulé des observations.

Pour l'essentiel, je prends bonne note des mentions contenues dans le **point 1** dudit rapport et tiens à apporter les précisions ci-après.

1. MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES.

AOO/01/09 DU 07/01/09 DEMOLITION ET REPRISE PLANCHER HAUT 2^{ème} ETAGE DE L'IMMEUBLE Q HLM MARISTES		
Observations Consultant	du	<p>Le délai entre la date d'attribution provisoire du marché et la date de notification du contrat est anormalement long. Ladite notification du marché est intervenue bien après la date de validité de l'offre de l'attributaire sans qu'une demande de prorogation de cette durée de validité ne soit faite.</p> <p>La décision de la Commission des Marchés de classer non conforme pour l'essentiel l'offre du soumissionnaire DOMICIL CONSTRUCTION SARL (76 535 036 F CFA) qui a fait l'offre la moins disante, n'est pas dûment motivée dans le rapport d'évaluation des offres en vertu de l'article 2 des directives de l'UEMOA.</p> <p>L'avance de démarrage (PC N° 1194/2009 AD/MF du 28 mai 2009) d'un montant de 17 425 841 F CFA a été réglée bien avant la notification du marché (le 1^{er} juillet</p>

Page 1 sur 20

Observations du Consultant	<p>Le délai entre la date d'attribution provisoire du marché et la date de notification du contrat est anormalement long. Ladite notification du marché est intervenue bien après la date de validité de l'offre de l'attributaire sans qu'une demande de prorogation de cette durée de validité ne soit faite.</p> <p>La décision de la Commission des Marchés de classer non conforme pour l'essentiel l'offre du soumissionnaire DOMICIL CONSTRUCTION SARL (76 535 036 F CFA) qui a fait l'offre la moins disante, n'est pas dûment motivée dans le rapport d'évaluation des offres en vertu de l'article 2 des directives de l'UEMOA.</p> <p>L'avance de démarrage (PC N° 1194/2009 AD/MF du 28 mai 2009) d'un montant de 17 425 841 F CFA a été réglée bien avant la notification du marché (le 1^{er} juillet 2009) traduisant une exécution anticipée du contrat en violation des dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration et de l'article 88 du CMP. L'avance de démarrage ne doit être payée qu'après approbation du marché. En effet, aux termes de l'article 44 du COA, « Lorsque le contrat est soumis à l'approbation d'une autorité administrative autre que celle qui contrôle, il ne peut produire d'effet qu'après cette approbation ».</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	<p>Le règlement de l'avance de démarrage a été effectué après l'approbation du marché car la date de signature équivaut à celle de son approbation. En effet, en ce qui concerne la SN HLM, l'Autorité chargée de l'approbation est le Directeur Général qui signe et approuve le marché en même temps. (Cf. article 30 du CMP).</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
AOO/02/09/HLM REALISATION DU RESEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DES UNITES 01 bis, 06, 25, 26 et 27 DES PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR RUFISQUE 1	
Observations du Consultant	<p><u>Sur le DAO :</u></p> <p>i) au niveau des DPAO (Clause IC 5.1 : Critères de qualification) – Nous estimons la description du matériel requis trop détaillée. A ce niveau, il est généralement requis de ne mentionner que le matériel essentiel (celui qui fait la différence). Il n'y a donc pas lieu de mentionner, par exemple, le petit matériel. Pour preuve, l'énumération de ce petit matériel est suivi de la mention « etc. ». De même la mention de 2 « véhicules tout terrain » ne nous semble pas indispensable. Allonger la liste avec du matériel dont on n'est pas sûr de la disponibilité chez tous les soumissionnaires ne fait qu'alourdir inutilement l'évaluation.</p> <p>ii) au niveau des DPAO (Clause 7.1) – Les mentions sont à notre avis anonymes. Nous estimons qu'à ce niveau, il est nécessaire qu'un responsable soit nommément désigné pour être sûr que les demandes de clarifications et / ou d'informations complémentaires sont adressées à la personne appropriée. Telles que remplies, les demandes de clarifications risquent d'être considérées comme du courrier ordinaire, ce qui peut induire un retard pour leur traitement et même des risques de perte. Ceci peut avoir des conséquences dans le cadre des litiges car des délais sont fixés par la réglementation pour les réponses et l'AC a obligation de répondre dans lesdits délais, sous peine de saisine de l'ARMP par le demandeur.</p> <p>En outre, on note que la garantie de soumission est de 3 millions, alors que le marché a été attribué à 68 millions environ. La garantie représente donc environ 4% (supérieur aux 3% requis par la réglementation) du montant du marché attribué. Généralement, au vu de l'accès difficile aux crédits bancaires, le maintien des garanties à des niveaux raisonnables fait partie des mesures de facilitation de l'accès des PME aux marchés publics.</p> <p><u>Sur l'attribution :</u></p> <p>Suite à la publication de l'avis d'attribution provisoire de marché paru dans le quotidien « Le Soleil » du 06 avril 2009 et conformément aux dispositions du</p>

	code des marchés, FI SAU a demandé des éclaircissements sur les raisons qui ont motivé l'attribution du marché à une entreprise dont l'offre n'est pas classée la moins disante.
Commentaires de la Société Nationale des HLM	<p><u>Sur le DAO</u> : La garantie de soumission est calculée sur la base du montant <u>estimé</u> du marché (entre 1 et 3%).</p> <p>Nous estimons que la garantie de soumission exigée est tout à fait raisonnable quand on considère que l'attributaire du marché pouvait bénéficier de conditions favorables qui lui permettent de proposer une offre en dessous des estimations.</p> <p>Aussi il aurait été plus intéressant de comparer la garantie aux montants proposés par les autres candidats tels que SVTP (Plus de 91 millions) ; ceci vous aurait permis de constater que l'écart qui existe entre l'estimation du marché et la réalisation est mineur.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
AON N° 03/09/HLM DU 18/02/09 FOURNITURE DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES	
Observations du Consultant	<p>Le rapport technique mentionne que l'évaluation des offres a été faite sur la base d'une comparaison des prix unitaires par article, alors que des correctifs n'ont pas été apportés sur les offres faites sur la base des quantités par PBS (800 unités de Baguettes de reliure 25*7 à 6 230 400 F CFA alors que le moins disant est à 64 000 F CFA, 40 unités de calque canson à 1 019 520 F CFA alors que le moins disant est à 107 640 F CFA). De plus, des disparités n'ont pas été corrigées au niveau du report des offres (PBS facture les 800 unités de Baguettes de reliure 25*7 à 6 230 400 F CFA soit 7 788 F CFA l'unité, le moins disant les facture à 64 000 F CFA).</p> <p>Des articles n'ont été proposés que par SAREDICA (trace lettre n°2, n°3-4-5 mm, n°6, n°7, n°8 et n°10) et SEN TECHNOLOGIE (trace lettre n°2-6 et n°10, n°7-10) sans report des quantités.</p> <p>Aucune suite formelle n'a été donnée pour la régularisation des pièces administratives à compléter par Papeterie Burotic Service (garantie offre), Eco Poche (lettre de soumission, IPRESS, IT, CSS, Quitus fiscal, déclaration de la charte, garantie offre), Office Consommable (garantie offre) et Oumou Informatique (lettre de soumission, IPRES, IT, CSS et le quitus fiscal) en violation des dispositions de l'article 45 du CMP.</p> <p>Le 07 mai 2009, une lettre rectificative vient faire observer que les montants sont HTVA et non TTC comme précédemment annoncé. Cette rectification lèse les soumissionnaires et fausse les conditions initiales de concurrence. La SNHLM aurait du ajouter tout simplement la TVA aux prix HT proposés, et non reconduire les offres HTVA en les considérant comme des prix TTC. Il s'en est suivi une suite de défaillances quant au moins disant à l'appel d'offres relatif à l'acquisition de fournitures de bureau et de consommables informatiques.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	<p>Le fait que la SN HLM ait précisé la nature du montant des commandes n'a aucune incidence sur l'évaluation des offres des candidats conduite sur la base hors taxes, étant entendu que la TVA s'applique à toutes les offres des attributaires.</p> <p>Il est toutefois souhaitable que les offres soient ramenées en TTC lors de l'évaluation afin de réduire le risque de confusion.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>

AOO/04/09 MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DES PARCELLES ASSAINIES DE MALIKA KEUR MASSAR	
Observations du Consultant	<p><u>Sur le DAO :</u></p> <p>i) au niveau des DPAO (Clause 7.1) – Les mentions sont à notre avis anonymes. Nous estimons qu'à ce niveau, il est nécessaire qu'un responsable soit nommément désigné pour être sûr que les demandes d'informations complémentaires sont adressées à la personne appropriée. Telles que remplies, les demandes de clarifications risquent d'être considérées comme du courrier ordinaire, ce qui peut induire un retard pour leur traitement et même des risques de perte. Ceci peut avoir des conséquences dans le cadre des litiges, car des délais sont fixés par la réglementation pour les réponses et l'AC a obligation de répondre dans ces délais, sous peine de saisine de l'ARMP par le demandeur.</p> <p>ii) au niveau des DPAO (Clause 13.2) – Il est mentionné que « le délai d'exécution proposé par le candidat retenu deviendra le délai d'exécution contractuel ». Une telle mention ne protège pas l'AC. Une offre peut-être conforme et moins disante et proposer un délai d'exécution irrecevable pour l'Administration. A ce niveau des DPAO, il est donc indispensable d'estimer le délai d'exécution et de le mentionner. Cela n'empêche pas que le délai d'exécution proposé par l'attributaire soit le délai contractuel, ni que les offres présentant des délais exagérément longs soient rejetées.</p> <p>iii) au niveau du CCAP (Articles 7.2 Assurances) – Les montants des assurances ne sont pas remplies. Il est important que ce remplissage soit effectué préalablement au lancement de la consultation, afin d'éviter toute négociation ou discussion après l'attribution, conformément à l'article 60.1 du CMP. Généralement ces données sur les assurances sont remplies en indiquant les pourcentages à couvrir pour éviter des conflits potentiels avec l'attributaire.</p> <p>v) au niveau du CCAP (Article 20 Prolongation des délais) – Les données requises ici doivent-être remplies préalablement au lancement de la consultation. Ce remplissage est d'autant plus important qu'il s'agit ici de délais, qui constituent souvent des sources de contentieux.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	La SN HLM prend bonne note des observations.
AOO/05/09 ACHEVEMENT DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DES PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR RUFISQUE	
Observations du Consultant	<p><u>Sur le DAO :</u></p> <p>i) au niveau des DPAO (Clause IC 5.1 : Critères de qualification) – Nous estimons la description du matériel requis trop détaillé. A ce niveau, il est généralement requis de ne mentionner que le matériel essentiel (celui qui fait la différence). Il n'y a donc pas besoin de mentionner, par exemple, pelle, pinces à sertir, testeur électrique, manomètre de pression, etc. D'ailleurs, il est pratiquement impossible de vérifier ce matériel au stade de l'évaluation, au contraire des véhicules, par exemple, pour lesquels on requiert la carte grise ou la promesse de location. Allonger la liste avec du matériel dont on n'est pas sûr que tous les soumissionnaires en disposent, ne fait que alourdir inutilement l'évaluation.</p> <p>Nous estimons que le CA (1 milliard) requis est trop élevé par rapport au montant du marché (278 millions). Ce CA représente près de 3,5 fois le montant du marché. Un tel critère ne facilite pas l'accès des PME à la commande publique, conformément aux Directives de l'UEMOA.</p> <p>ii) au niveau des DPAO (Clause 7.1) – Les mentions sont à notre avis anonymes. Nous estimons qu'à ce niveau, il est nécessaire qu'un</p>

	responsable soit nommément désigné pour être sûr que les demandes sont adressées à la personne appropriée. Telles que remplies, les demandes de clarifications risquent d'être considérées comme du courrier ordinaire ce qui peut induire un retard pour leur traitement et même des risques de perte. Ceci peut avoir des conséquences dans le cadre des litiges, car des délais sont fixés par la réglementation pour les réponses et l'AC a obligation de répondre dans ces délais, sous peine de saisine de l'ARMP par le demandeur.
Commentaires de la Société Nationale des HLM	La SN HLM prend bonne note des observations.
AOO/06/09 DU CONSTRUCTION DE LOGEMENTS TRES ECONOMIQUES TYPE TE2 ET TE3 DES LOGEMENTS ECONOMIQUES E4 ET MOYENS STANDARDS MS4 A KAOLACK, ZIGUINCHOR ET NIOURO DU RIP	
Observations du Consultant	<p><u>Sur l'avis d'AO :</u></p> <p>Les exigences en matière de qualification ne sont que sommairement mentionnées dans l'avis d'appel d'offres. Il est plus indiqué de mentionner exhaustivement les critères de qualification dans ledit avis, conformément au modèle défini par l'ARMP.</p> <p><u>Sur l'attribution :</u></p> <p>Les convocations des membres de la CM ne sont pas jointes au dossier.</p> <p>Le procès verbal d'ouverture ne donne pas suffisamment d'indications sur le dépôt des pièces administratives. Il ne donne que des informations sur le dépôt des garanties de soumission. En effet, il y est noté que : 1/ l'entreprise INTER GET a fourni une garantie de soumission non conforme (durée de validité de 90 jours au lieu de 120 jours) ;</p> <p>2/ Le soumissionnaire Sénégalaise Entreprise a proposé pour les trois lots une garantie de soumission délivrée par UMECUDES, qui ne fait pas partie des établissements agréés par le MEF pour délivrer des garanties.</p> <p>La SNHLM a corrigé le DAO conformément aux observations faite par la DCMP à la date du 16 Juin 2009 alors que la date de publication de l'A.A.O dans le quotidien le Soleil est le 11 Juin 2009. Ceci peut pénaliser les candidats pour le respect des délais de dépôt des offres impartis conformément au code.</p> <p>L'état de transmission des pièces administratives est inséré dans un tableau N° 3 alors que la remise desdites pièces aurait dû être consignée dans le PV d'ouverture des plis.</p> <p>Le tableau de vérification des critères de qualification du personnel n'est pas suffisamment renseigné pour permettre d'avoir la certitude que les soumissionnaires remplissent les critères requis.</p> <p>La production des attestations de capacité financière n'a pas été consignée dans un tableau en bonne et due forme en précisant le montant et l'institution qui les a délivrées.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	La SN HLM prend bonne note des observations.

1. MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° 01 LOCATION DE POMPES COMPRIS CARBURANT, MISE EN SERVICE, CURAGE DE FOSSES SEPTIQUES ET TRAVAUX DE REMBLAIS AUX PARCELLES ASSAINIES DE MALIKA/KEUR MASSAR	
Observations du Consultant	<p>Le mode de passation utilisé n'est pas approprié puisque la partie travaux relative aux remblais ne représente que 13 800 000 F CFA sur des prestations facturées à 44 025 000 F CFA. L'AC doit s'assurer que les candidats ont la capacité juridique d'exécuter le marché y compris au plan juridique.</p> <p>La liste des autres soumissionnaires n'a pas été jointe ou mentionnée dans la</p>

	<p>lettre d'invitation.</p> <p>Le cahier de charges n'exige pas non plus la présentation des pièces administratives requises pour participer à la commande publique.</p> <p>Le contrat (03/02/09) n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement ; il ne comporte pas de clause de pénalité de retard en violation des dispositions de l'article 132 NCMP.</p> <p>Un paiement de 24 109 746 F CFA HT a été effectué au profit du prestataire le 18 février 2009 ; Aucun procès verbal de réception (ou attestation de service) fait ne figure dans le dossier qui nous a été transmis. Par ailleurs, les états de déclaration et de reversement du précompte de TVA de 4 339 754 F CFA opéré sur ce paiement ne figurent pas non plus dans le dossier de suivi du marché.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	<p>La SN HLM pense que le mode de passation utilisé est bien approprié puisque les travaux occupent une part prédominante sur ce type de marché (Curage fosse, remblais et pompage).</p> <p>Il convient de souligner que ce n'est pas le montant de l'offre du candidat concernant une rubrique donnée qui détermine la typologie du marché aboutissant à un choix de mode de passation, mais plutôt la part des travaux à effectuer dans ledit marché.</p> <p>Par ailleurs, en suivant le raisonnement du consultant, on doit nécessairement prendre en compte le curage de fosses (10 625 000 F CFA). En ajoutant ce montant au remblai (13 800 000 F CFA), cela ramènerait la part des travaux, pompage exclu à 24 425 000 F CFA ; ce qui représente 55% du marché.</p> <p>En ce qui concerne les lettres d'invitations, il n'est pas indiqué d'y ajouter la liste des autres soumissionnaires. Ce cas de figure n'est prescrit que dans le cadre d'un marché de prestations intellectuelles.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
DRP N° 06 TRAVAUX DE DEMOLITION DU MUR A L'UNITE 21 DES PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR RUFISQUE ET LA CONSTRUCTION D'UN AUTRE MUR	
Observations du Consultant	<p>Les six lettres de consultation n'ont pas été envoyées aux entreprises à la même date et les dates limite de dépôt des offres sont aussi différentes selon la date de l'invitation en violation de l'article 77 du CMP.</p> <p>Les membres de la commission des marchés ont été convoqués un jour avant la date d'ouverture des plis en violation de l'article 39 du CMP.</p> <p>Le cahier de charges n'exige pas non plus la présentation des pièces administratives requises pour participer à la commande publique.</p> <p>Une avance de démarrage de 50% du montant du marché, non couverte par une garantie de restitution d'avance, a été accordée à la Sénégalaise Entreprise en violation des dispositions de l'article 94 du CMP.</p> <p>Le contrat signé n'a pas été enregistré et ne comprend pas de clause relative aux pénalités de retard.</p> <p>Un avenant de 2 788 892 F CFA relatif à l'augmentation du périmètre du mur de clôture n'a pas fait l'objet d'un devis détaillé des travaux supplémentaires à effectuer. Par ailleurs, il n'a pas été établi d'ordre de service pour ledit avenant. S'y ajoute qu'il a été signé le 31 août 2009 après la réception des travaux qui a été faite le 9 juillet 2009 en violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	<p>En ce qui concerne les différentes dates limites de dépôt des offres, il s'agissait de deux reports de date suite à deux additifs. A chaque fois, la SN HLM a pris le soin d'en informer les soumissionnaires par écrit, ce qui constituait un nouveau point de départ de l'acte d'invitation.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
DRP N° 07 CONTROLE POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DES PARCELLES ASSAINIES DE MALIKA KEUR MASSAR	

Observations du Consultant	<p>Les lettres de consultation figurant dans le dossier de passation ne sont ni numérotées ni datées, elles ne donnent aucune indication sur la date limite de dépôt des offres.</p> <p>Le contrat rédigé de manière sommaire ne comporte pas de clause de garantie de bonne exécution et n'a pas été enregistré aux impôts et domaines.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	La SN HLM prend bonne note des observations.
DRP N° 11 TRAVAUX DE PEINTURE DES LOCAUX DU SIEGE HLM	
Observations du Consultant	<p>La liste des autres soumissionnaires n'a pas été jointe ou mentionnée dans la lettre d'invitation.</p> <p>Le cahier de charges n'exige pas non plus la présentation des pièces administratives requises pour participer à la commande publique.</p> <p>L'offre de MARENA PEINTRE est datée du 25 juin 2009, celle-ci est antérieure à la date de lancement de la DRP en violation de l'article 77 du CMP sur la procédure de DRP.</p> <p>Hormis l'attributaire, aucune des offres reçues ne renseignent sur le RC et le NINEA en violation de l'article 27 du COA sur la qualification des candidats. Les adresses précises des soumissionnaires ne figurent pas non plus sur leurs factures pro forma.</p> <p>Les nombreuses similitudes dans la présentation des offres laissent présager une collusion entre les soumissionnaires ou une consultation organisée.</p> <p>Les lettres d'informations aux soumissionnaires non retenus tout comme la lettre de notification de l'attribution ne sont pas classées dans le dossier de passation.</p> <p>Le contrat qui ne comporte pas de clause de pénalité n'a pas été enregistré aux impôts et domaines,</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	<p>En ce qui concerne les lettres d'invitations, il n'est pas indiqué d'y ajouter la liste des autres soumissionnaires. Ce cas de figure n'est prescrit que dans le cadre d'un marché de prestations intellectuelles.</p> <p>Concernant les dates de soumission, il se pourrait qu'il s'agisse d'une erreur de frappe ou d'une coquille de la part du soumissionnaire. Cela est fréquent dans les correspondances des entreprises. Le seul élément d'appréciation fiable est la date à laquelle la SN HLM a reçu le courrier. Par conséquent il ne s'agit pas d'une violation de l'article 77 du CMP.</p> <p>La similitude dans la présentation des offres pourrait résulter du fait qu'un cadre de devis électronique ait été envoyé aux candidats lors de la consultation, pour la facilitation de la soumission et de l'évaluation.</p> <p>Toutefois, la SN HLM a constaté que cette méthode est inutile et prendra les précautions nécessaires afin d'éviter au maximum le risque de collusion entre les candidats.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
DRP N° 09 TRAVAUX D'EXPERTISE FONCIERE SUR LES TF 1321R ET 1107R DU PROJET PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR/RUFISQUE (ETAT DES LIEUX ET DELIMITATION DU TITRE FONCIER 1321/R ET 1107/R)	
Observations du Consultant	<p>Les lettres d'informations aux soumissionnaires non retenus tout comme la lettre de notification de l'attribution ne sont pas classées dans le dossier de passation (article 81-3 du CMP). Le contrat ne comporte pas de clause de pénalités et n'a pas été enregistré aux impôts et domaines,</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	La SN HLM prend bonne note des observations.

DRP N° 10 EXPERTISE TECHNIQUE SUR 16 LOGEMENTS SIS AUX PARCELLES ASSAINIES DE MALIKA / KEUR MASSAR	
Observations du Consultant	<p>Le contenu des prestations attendues du consultant tel qu'il résulte des termes de référence comporte des activités incompatibles qu'un des candidats short listés a signalées par courrier.</p> <p>La comparaison des trois offres financières n'est par conséquent pas pertinente puisque le contenu des prestations proposées dans leurs offres techniques par les trois bureaux de contrôle n'est pas le même.</p> <p>Sous ce rapport, il convient de signaler que la Commission Technique a essentiellement porté son analyse sur la comparaison des offres financières en violation de l'article 79 du CMP sur les marchés de prestations intellectuelles qui recommande d'effectuer une évaluation des offres techniques avant l'ouverture des offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique a atteint la note technique minimale requise.</p> <p>Par ailleurs, l'ouverture concomitante des offres techniques et des offres financières n'est pas conforme au CMP et cette anomalie dans la présentation des offres résulte d'une mauvaise préparation de la Demande de Propositions. Cette imprécision des TDR explique les fortes disparités des offres financières qui sont respectivement de 2 655 000 F CFA pour SCAT INTERNATIONAL, 8 496 000 F CFA pour ALPAGES et 42 480 000 F CFA pour SSIC.</p> <p>Les candidats non retenus n'ont pas été informés de la suite de la procédure en violation de l'article 81-3 du CMP.</p> <p>Le contrat, le PV de réception ou l'attestation de service fait ne sont pas versés au dossier de passation.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	<p>En ce qui concerne l'incompatibilité des missions, il ne s'agit là que du seul avis d'un candidat sur cinq autres consultés. Si cet avis était partagé par les services techniques de la Société, il serait pris en compte. Dans le cas d'espèce, la SN HLM a continué la procédure en toute connaissance de ses besoins. Par ailleurs, l'objectif de la passation du marché est atteint, car les résultats de l'expertise ont donné entière satisfaction à la SN HLM et aux 16 sinistrés.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
DRP N° 12 TRAVAUX DE POMPAGE DES EAUX HIVERNALES DES ZONES INONDEES DES PARCELLES ASSAINIES, DE MALIKA ET KEUR MASSAR	
Observations du Consultant	<p>La terminologie utilisée entre les marchés de travaux et de services prête à confusion par rapport à la classification de ce marché. Ce faisant, le mode de passation utilisé est inadéquat au regard du montant auquel le marché a été attribué. Il ne s'agit pas de travaux mais de prestations de services dont le seuil de passation est de 30 000 000 F (services autres que les prestations intellectuelles) et qui auraient dû donner lieu au lancement d'un appel d'offres en bonne et due forme.</p> <p>La lettre de saisine indique que "la proposition devra comprendre deux variantes conformément aux cadres de devis quantitatifs". En fait il s'agirait plutôt d'une offre de base consistant en une location de motopompes et au pompage des eaux et d'une variante consistant en une fourniture de motopompes et au pompage des eaux. Ces deux combinaisons ne sont pas comparables. La DRP ne précise pas par ailleurs sur quelle base la sélection sera faite.</p> <p>C'est la Commission d'évaluation technique qui a décidé de manière discrétionnaire d'effectuer la comparaison des offres de la "variante 1" et ceci après avoir pris connaissance du montant des deux offres des soumissionnaires à l'exception de celui qui a fait une offre pour la variante 2. Cette variante 2 dudit soumissionnaire a été prise en compte à tort par la commission technique lors de l'évaluation car les variantes ne sont pas comparables avec les offres de base.</p> <p>Quand bien même, le CMP n'exclut pas la possibilité d'ouvrir les offres de base en même temps que les variantes, la solution la plus pertinente serait de ne prendre en compte que la variante du soumissionnaire dont l'offre de base a été jugée conforme et moins disante. Une</p>

	<p>autre possibilité prévue dans le CMP, mais non pertinente à notre avis, consiste à comparer les offres de base entre elles et les variantes entre elles. Ensuite la meilleure offre de base et la meilleure variante sont comparées.</p> <p>Le délai d'exécution des travaux de trois mois indiqué dans le contrat n'est pas le même que celui figurant dans le DAC qui est de quatre mois sur la base desquels les soumissionnaires ont coté la durée de leur intervention. Ce faisant, trois mois de prestations contractuelles sont facturées alors que l'offre portait sur quatre mois.</p> <p>L'article 5 du contrat ne précise pas que l'avance de 20 % doit être couverte par une garantie de restitution d'avance. Par ailleurs, au regard de la durée contractuelle de trois mois, aucune avance ne doit être consentie. Cependant, vue la nature des prestations qui nécessitent des amenées de matériels et fournitures, une avance au titre des dépenses engagées limitée à 40% du montant du marché peut être consentie sur présentation de justificatifs.</p> <p>L'article 6 du contrat stipule que "la SN HLM peut sans préjudice des autres recours qu'elle détient au titre du marché notifier par écrit à l'entrepreneur la résiliation de la totalité ou d'une partie du marché s'il manque à exécuter toute autre obligation au titre du marché. Cette résiliation expose l'entrepreneur au rejet de ses propositions dans les futurs marchés similaires lancés par la SN HLM". Cette clause du contrat est illégale car la SN HLM ne peut pas se prévaloir d'antécédents avec un prestataire pour l'exclure de la commande publique. Par ailleurs, la résiliation ne peut pas se faire sans mise en demeure préalable restée sans effet. C'est ainsi que la décision de résiliation qui a été prise par la Direction Générale de la SN HLM a été attaquée par le prestataire qui a obtenu gain de cause en première instance alors que la SN HLM disposait de deux constats d'huissier qui constataient les carences de l'attributaire mais qui n'ont pas été exploités à bon escient pour arriver à la résiliation et permettre de prendre l'initiative des poursuites aux fins de dédommagement.</p> <p>Le contrat ne comporte pas de clauses relatives aux pénalités de retard et n'a pas été enregistré aux impôts et domaines.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	<p>La SN HLM pense que le mode de passation utilisé est bien approprié puisque les travaux occupent une part prédominante sur ce type de marché.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
DRP N° 14 BALISAGE DU TERRAIN DES PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR/RUFISQUE IIB (SURPLUS DU TF 1107 R)	
Observations du Consultant	<p>Les factures pro forma produites par EEE et GIE DB présentent de nombreuses similitudes qui laissent présager qu'elles proviennent de la même source ou de sources liées (les mêmes fautes d'orthographe sont répétées).</p> <p>Le contrôle de l'exactitude arithmétique des factures pro forma effectué lors de l'évaluation présente quelques déficiences (une erreur de 240 F CFA sur la facture de GENIDEL n'a pas été corrigée ni a fortiori reportée dans le rapport d'évaluation des offres).</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	<p>La similitude dans la présentation des offres pourrait résulter du fait qu'un cadre de devis électronique ait été envoyé aux candidats lors de la consultation, pour la facilitation de la soumission et de l'évaluation. Toutefois, la SN HLM a constaté que cette méthode est inutile prendra des précautions nécessaires afin d'éviter au maximum le risque de collusion entre les candidats.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
DRP 001700 du 15/10/08 RESTAURATION	
Observations du Consultant	<p>La liste des pièces administratives figurant dans le cahier des charges ne comprend pas le quitus fiscal.</p> <p>L'article 10 du cahier des charges relatif aux pénalités n'est pas suffisamment précis puisqu'il indique que lesdites pénalités peuvent aller de 1 à 5 %.</p> <p>Certains critères de qualification utilisés dans le rapport d'évaluation ne sont pas compris dans ceux énoncés dans l'article 13 du cahier des charges.</p> <p>L'examen du rapport d'évaluation a permis de constater que le GIE Rassoul</p>

	<p>Service moins disant n'a pas été retenu au motif que ce dernier n'a pas donné de précision sur la TVA conformément à l'article 5 du cahier des charges. Il s'agit d'une décision abusive dès lors que ledit article exigeait des soumissionnaires une soumission TTC. En l'absence de précision, les offres sont réputées faites TTC.</p> <p>Les propositions contenues dans le rapport d'évaluation visant à porter la durée du contrat de un à deux ans, de choisir deux prestataires au lieu d'un avec des contrats de six mois renouvelables par intermittence sont faites en violation des règles de passation des marchés.</p> <p>Après examen du rapport d'évaluation de la Commission Technique, la Commission des Marchés n'a fait aucune proposition d'attribution en violation de l'article 81 du CMP ; elle s'est limitée à s'en tenir à l'appréciation du Directeur Général. Ce faisant, la CM n'a pas assumé ses responsabilités consistant à faire une proposition d'attribution à la PRM, la décision de la PRM pouvant ne pas entériner la proposition de la CM. Le cas échéant, la proposition de la PRM et celle de la CM sont transmises à la DCMP pour arbitrage.</p> <p>Le contrat a été signé avec le Restaurant du Centre pour une durée de six mois renouvelables par tacite reconduction en violation du code des obligations de l'administration qui proscriit la tacite reconduction en matière de marchés publics. Ce faisant, le contrat est frappé de nullité absolue.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	<p>Il convient de noter que nonobstant le libellé incomplet du contrat, le renouvellement a été fait une seule fois par avenant conformément à l'article 25, point 1, alinéa b du CMP.</p> <p>Concernant les autres observations, la SN HLM partage l'avis du Consultant et prend bonne note.</p>
DRP N° 16 TRAVAUX D'IMPRIMERIE	
Observations du Consultant	<p>Un nouvel article non mentionné dans le bordereau quantitatif du DAC a été rajouté audit bordereau dans le rapport d'évaluation des offres. Cet article qui correspond à « des chemises élastiques conseil d'administration » dont la valeur est estimée à 700 000 F n'a été proposé que par un seul soumissionnaire. Il s'agit d'une pratique anormale car il n'est pas permis d'introduire de nouvelles références dans la liste des articles demandés en cours d'évaluation.</p> <p>Le candidat GEETI a été éliminé à tort au motif qu'il n'a pas remis de garantie de soumission alors qu'il a bien déposé un chèque de banque qui est tout à fait valable pour servir de caution de soumission. L'élimination de plusieurs candidats pour absence de certaines pièces administratives (motif de rejet dans le DAO) a conduit à attribuer le marché au quatrième moins disant dont l'offre a été jugée conforme.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	<p>L'entreprise GEETI a remis un chèque émis à l'ordre de GEETI et libellé par elle-même ; ce qui est différent d'un chèque de banque.</p> <p>Un chèque de banque est un chèque émis par une banque à l'ordre de l'Autorité contractante.</p> <p>Le candidat lui-même a reconnu cet état de fait et accepté son élimination.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des observations.</p>
DRP N° 17 MOBILIERS ET MATERIELS DE BUREAU	
Observations du Consultant	<p>L'examen des offres a permis de noter que contrairement à ce qui est mentionné dans le procès verbal d'ouverture des plis, la caution déposée par le soumissionnaire PBS est de 1 000 000 F Cfa et non</p>

	<p>de 1 500 000 F (Caution de soumission N° 259/07/09).</p> <p>Il était indiqué dans le DAC que l'absence d'un des documents ci – après entraîne le rejet de l'offre (formulaire de soumission, bordereau de prix, garantie de soumission, pouvoir habilitant le signataire à engager le candidat). Aucun des candidats n'a remis lesdits documents mais cette information n'a pas été consignée dans le procès verbal d'ouverture ; ce faisant, l'AC ne devrait pas se prévaloir de l'absence de pièces administratives dans le rapport d'évaluation pour éliminer des candidats dès lors que cette carence n'avait pas été signalée dans le procès verbal d'ouverture.</p> <p>Ledit rapport d'évaluation indique par ailleurs que le GIE La Qualité a produit une caution délivrée par une mutuelle de crédit (UMECUDES) qui n'est pas habilitée à délivrer des garanties au titre des marchés publics. Il s'agit d'une décision tout à fait justifiée qui aurait dû être prise sur l'appel d'offres relatif à la construction de logements économiques pour lequel Sénégal Entreprise avait produit une garantie de soumission provenant du même organisme.</p> <p>La commission a proposé d'attribuer le marché en deux lots : lot N° 1 à Office Choice et lot N° 2 à BUILD. Nous notons que le dossier d'appel à la concurrence n'avait pas établi de lots alors qu'en cours d'évaluation le marché a été subdivisé en deux lots. Il s'agit d'un procédé anormal non conforme aux dispositions de l'article 59 du CMP.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	La SN HLM prend bonne note des observations.
DRP N° 23 INTERCONNEXION DES AGENCES AU SIEGE	
Observations du Consultant	<p>Les membres de la commission sont convoqués 2 jours avant la séance d'ouverture des plis violant les dispositions de l'article 39 du CMP.</p> <p>Le cahier des charges n'exige pas la présentation des pièces administratives demandées pour participer à la commande publique (Article 27 du COA).</p> <p>Le contrat n'est pas enregistré au niveau de la DGID.</p> <p>Le contrat ne mentionne pas le délai d'exécution des travaux. Le PV de réception n'est pas versé au dossier.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	La SN HLM prend bonne note des observations.
DRP N° 25 SELECTION D'UN CABINET POUR RECRUTEMENT DE 6 AGENTS	
Observations du Consultant	<p>La lettre d'invitation à soumissionner n'est pas accompagnée de termes de référence avec des critères de qualification et d'évaluation précis ; elle n'indique pas aux soumissionnaires que les offres techniques devaient être séparées des offres financières comme cela se doit pour des prestations intellectuelles. Aucune importance n'a été accordée à la qualité des offres techniques ; seul le montant des honoraires a été pris en compte dans l'évaluation. Le coût des insertions publicitaires n'a pas été intégré aux coûts de la prestation lors de l'évaluation alors qu'ils seront pris en charge par la SN HLM.</p> <p>La liste des entreprises consultées n'a pas été jointe à la lettre d'invitation.</p> <p>Le cahier des charges n'exige pas la production des pièces administratives.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	La SN HLM prend bonne note des observations.
DRP N° 26 EVACUATION IMMEDIATE DES EAUX INONDANT LES UNITE 10-11-14 et 2 aux PA Malika	
Observations du Consultant	<p>Le délai de préparation des offres est anormalement court (3 jours), ce qui n'est d'ailleurs pas conforme à l'article 2 de la directive N° 04/2005/CM de l'UEMOA.</p> <p>Le cahier des charges n'exige pas la présentation de pièces</p>

	<p>administratives.</p> <p>Les factures pro forma produites par les cinq soumissionnaires présentent de nombreuses similitudes qui laissent présager qu'il s'agit d'une collusion ; le même constat a été fait au niveau d'une autre autorité contractante pour laquelle le même type de prestations a vu concourir quatre des cinq soumissionnaires avec les mêmes pratiques de collusion au profit du même attributaire qui utiliserait les autres soumissionnaires comme des faire valoir.</p> <p>Le contrat n'est pas soumis à la formalité de l'enregistrement.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	La SN HLM prend bonne note des observations.
DRP N° 27 TERRASSEMENTS GENERAUX A L'UNITE 21 KM R1	
Observations du Consultant	<p>La commission classe l'entreprise EGECA 1^{er} pour une offre de 24 426 000 F CFA TTC. Nous notons que l'écart entre les montants proposés par les autres soumissionnaires et l'attributaire est trop énorme laissant présager que le marché a été organisé. Excepté EGECA, la proposition des autres entreprises va au delà du seuil fixé pour les marchés de travaux</p> <p>Article 8 : la SNHLM peut, sans préjudice des autres recours qu'elle détient au titre du marché notifier par écrit à l'entrepreneur la résiliation de la totalité ou d'une partie du marché s'il manque à exécuter toute autre obligation au titre du marché. Cette résiliation expose l'entreprise au rejet de ses propositions dans de futurs marchés similaires lancés par la Société. Cette clause du contrat est abusive car la SN HLM ne peut pas se prévaloir d'antécédents avec un prestataire pour l'exclusion de la commande publique (violation de l'article 27 du Code des Obligations de l'Administration portant libre accès à la commande publique). Par ailleurs, la résiliation ne peut pas se faire sans mise en demeure préalable restée sans effet.</p> <p>Le PV de réception technique des travaux n'est pas établi.</p> <p>Aucun document relatif à l'exécution financière n'a été joint au dossier de passation.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	<p>En ce qui concerne la consultation, toute la transparence requise a été observée.</p> <p>Même si lors de l'ouverture des plis, la SN HLM avait fait le même constat sur l'écart des montants offerts, elle ne pouvait en aucun cas tirer les mêmes conclusions que le consultant sans preuve formelle de collusion.</p> <p>La SN HLM prend bonne note des autres observations.</p>
DRP N° 28 CONTROLE DES TRAVAUX DE TERRASSEMENTS GENERAUX DES PARCELLES ASSAINIES DE NGALLELE SAINT LOUIS	
Observations du Consultant	<p>Compte tenu de la nature de la prestation, le mode de passation approprié aurait dû être une Demande de Propositions (prestations intellectuelles) plutôt qu'une DRP.</p> <p>Le formalisme requis pour la notification de l'attribution tout comme pour l'information des candidats non retenus n'a pas été respecté en violation des dispositions de l'article 85 du CMP.</p> <p>Des dispositions substantielles telles que les clauses relatives aux pénalités de retard ne sont pas prévues au contrat en violation des dispositions de l'article 132 du CMP.</p> <p>Le procès verbal de réception et l'attestation de service fait n'ont pas été joints au dossier de marché.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	La SN HLM prend bonne note des observations.
DRP N° 29 CONTROLE DES TRAVAUX DE TERRASSEMENT GENERAUX DES PARCELLES ASSAINIES DE KEUR MASSAR/ RUFISQUE III	
Observations du Consultant	Le mode de passation utilisé n'est pas adéquat car s'agissant d'une

	<p>prestation intellectuelle, une DP aurait dû être préparée avec les modèles d'offres techniques et financières. Ainsi, la comparaison des offres n'aurait pas été faite que sur la base des seuls critères de prix comme cela a été le cas. Sous ce rapport nous notons que l'imprécision des TDR quant à la durée d'exécution de la mission a eu pour effet d'entraîner de fortes disparités dans la présentation des offres et la détermination des honoraires par les différents soumissionnaires. En effet, seul BET PLUS a fait une offre technique séparée de son offre financière pendant que les autres soumissionnaires ont produit des factures pro forma.</p> <p>Par ailleurs, l'offre de BETTU SARL est antérieure à la consultation ; elle date du 09 mai 2009 alors que les lettres de consultation datent du 16 décembre 2009 laissant présager qu'il s'agit d'une DRP lancée pour la régularisation d'une opération déjà ficelée en violation du COA (article 44) et du CMP (article 83).</p> <p>Le délai d'exécution n'avait pas été mentionné dans les TDR ; ce faisant, c'est en cours d'évaluation que les offres ont été corrigées pour les mettre en conformité avec cette durée déterminée ex – post. Ainsi, BET Plus qui avait fait une proposition financière pour une vacation mensuelle de 3 917 600 F CFA voit son offre passer à 11 752 800 F TTC devenant du coup la plus chère. La SN HLM aurait dû préciser le délai d'exécution dans les TDR pour permettre à tous les candidats d'en tenir compte dans leurs offres financières (seul BETTU SARL a précisé dans son offre une durée d'exécution de 3 mois).</p> <p>Par ailleurs, le formalisme requis pour la notification de l'attribution tout comme pour l'information des candidats non retenus n'a pas été respecté en violation des dispositions de l'article 81-3 du CMP.</p> <p>Enfin, des dispositions substantielles telles que les clauses relatives aux pénalités de retard ne sont pas prévues au contrat en violation des dispositions l'article 132 du CMP.</p>
Commentaires de la Société Nationale des HLM	<p>Autant la SN HLM partage l'avis du Consultant sur le mode de passation du marché, autant elle réfute le fait qu'il puisse exister une quelconque régularisation. Il peut y exister une présomption d'erreur de la part du candidat au moment de l'élaboration de son offre, ce qui est du reste courant.</p> <p>Le seul élément d'appréciation est la date de réception des offres, mais pas celle contenue dans une enveloppe ouverte qu'en séance de Commission.</p>
DRP N° 30 MAINTENANCE DES LOGICIELS ET APPLICATIFS ASSISTANCE AUX UTILISATEURS	
Observations du Consultant	Il s'agit d'un simulacre de consultation. Les offres des cinq soumissionnaires sont identiques dans leur présentation ; seuls les montants changent.
Commentaires de la Société Nationale des HLM	La SN HLM prend bonne note des observations.

En ce qui concerne le point 2 du rapport, divisé en 3 sous points 'a, b et c), je vous prie de bien vouloir noter ce qui suit :

- a) Le défaut d'élaboration et de transmission à la DCMP et à l'ARMP du rapport annuel sur la passation des marchés est du au fait que la Cellule ne disposait pas de ressources humaines suffisantes. Cependant, la Société a pris les dispositions utiles afin d'y remédier.
 - b) Le contrôleur de Gestion n'est pas membre de la Commission des marchés pour les appels d'offres ; il siège uniquement à la Commission interne de dépouillement instaurée pour les procédures de demandes de renseignements et den prix.
 - c) Les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés ont été transmis à la DCMP et à l'ARMP.
- Veuillez noter que les rapports trimestriels sont résumés dans un tableau tel que préconisé par l'Autorité en charge des marchés publics (Cf. www.marchespublics.sn, formulaires et modèles).

Concernant le point 4.1.2, veuillez noter que les rapports trimestriels constituent une base de données pour la DCMP et l'ARMP, c'est pour cela qu'ils doivent être contenus sous forme de tableau tel qu'indiqué sur le site web de la DCMP.

L'indication des dysfonctionnements notés et les axes d'améliorations préconisés ne deviennent indispensables que lors de la production du rapport annuel.

Le plan de passation des marchés vous a été transmis par e-mail le 28 septembre 2010 à l'adresse suivante : ibragueye@arc.sn. Cependant, à toutes fins utiles, je vous en transmets une copie validée par la DCMP.

Quant à l'acte de nomination du seul membre de la Cellule, il vous a été transmis tardivement, à savoir au moment du dépôt de votre rapport provisoire.

Me mettant à votre disposition pour toute information complémentaire, je vous prie de recevoir, Monsieur le Directeur, mes sincères salutations.

AHMADOU MOCTAR BA

Pièces jointes :

- Tirage du courrier électronique
- Plan de passation des marchés 2009

Ampliations :

- SG/HLM
- CPM/HLM
- Directeur Général de l'ARMP

Capital Social : 6 Milliards Francs CFA
NINEA: 0087F660/2/G/0
Rue 34 Quartier Colobane
snhlm@snhlm.sn
B.P. 401 – DAKAR

TEL. : 33 889 60 00

FAX: (221) 33 842 34 31

Email :